

Eine Welt Un solo mondo Un seul monde

N°3
SEPTEMBRE 1999
LE MAGAZINE DE LA DDC
SUR LE DÉVELOPPEMENT
ET LA COOPÉRATION



Dix ans après la chute du Mur Nouvelle Europe – nouvelle politique de développement

Une analyse de la situation,
l'engagement suisse,
une interview et une comparaison

Nicaragua

Régulièrement frappé par des catastrophes,
le pays ne se laisse pas abattre. Un portrait

Le troisième âge négligé ?

Débat sur la vieillesse et
la coopération au développement

DOSSIER



DIX ANS APRÈS LA CHUTE DU MUR. NOUVELLE EUROPE – NOUVELLE POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT

Après l'écroulement, l'inconnu

Nul ne peut dire où conduira cette nouvelle voie.

Analyse de la situation par Gerhard Simon.

4

Une aide pour éviter la rechute

L'engagement de la Suisse en Europe de l'Est

8

Même la coopération s'est transformée

Entretien avec Rolf Kappel, de l'EPFZ

10

Il y a changement et changement

La Pologne et l'Albanie : comparaison de deux histoires « non parallèles »

12

De l'arsenic au fond du puits

L'eau des puits devait sauver le Bangladesh des maladies diarrhéiques, mais elle s'est avérée cancérigène

22

DDC interne

23

FORUM



Le Sud prend des rides

Un débat sur la vieillesse et la coopération au développement

24

Carte blanche

Au milieu de 4000 moines, la styliste Christa de Carouge participe aux cérémonies du Nouvel-An tibétain

27

DES PAYS ET DES GENS



NICARAGUA

Un S.O.S. pour Panchito

Carlos Alemán Ocampo parle de son village

14

D'une malédiction à l'autre

Tous les Nicaraguayens veulent aller de l'avant, mais de dramatiques coups du sort réduisent leurs efforts à néant

16

DÉVELOPPEMENT ET COOPÉRATION SUISSE

Les funambules de l'après-guerre

Convaincue qu'il faut intervenir plus rapidement, la Suisse prend des risques en faveur de la paix

20

Traduire au bord de l'eau

Une maison des traducteurs, à Balatonfüred, veut faire connaître la littérature hongroise à l'étranger

21

CULTURE



Oncle Picsou dans les studios polonais

Une académie du film d'animation, à Cracovie, forme de jeunes talents venus de l'Est et de l'Ouest

28

Éditorial	1
Périscopes	2
Opinion DDC	19
Au fait, qu'est-ce que le backstopping ?	23
Service	31
Agenda	33
Impressum et bulletin de commande	33

Un seul monde est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale intégrée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.

Editorial



On dirait que c'était hier : l'événement spontané le plus significatif qu'on ait jamais vu, des centaines de milliers d'être humains s'embrassant dans la joie, l'enthousiasme, séduits par la vision d'un avenir meilleur, sans *vopos*, libres, avec de la bière et des deutsche marks à volonté, pour tout le monde. Le mur est tombé ainsi, pierre après pierre, en plein délire collectif. Dans le souffle de cet enthousiasme, Berlin s'est transformé d'abord en un immense chantier, puis en fière capitale de l'Allemagne réunifiée.

Non seulement la République fédérale d'Allemagne, mais l'Europe entière, la planète entière ne sont plus les mêmes depuis ce joyeux jour de novembre 1989 : la guerre froide qui s'étendait de la mer du Nord à l'océan Pacifique a été reléguée aux livres d'histoire, le vent de la mondialisation s'est mis à souffler et souffle encore, en particulier sur les grands marchés. La démocratie, telle qu'on la comprend sous nos latitudes, gagne des sympathies ailleurs. Mais tout ce qui brille n'est pas or.

Dans certains pays de l'Est, les *vopos* ont pris un nouveau nom et ils ont changé d'uniforme, les deutsche marks et les dollars (plus que les roubles) gonflent les poches et les coffres d'une minorité, que l'on soupçonne tantôt de corruption, tantôt d'activité mafieuse. La jungle politique et des affaires engloutit les plus faibles. Alors, dix ans après, quel bilan tirer ?

La rédaction d'*Un seul monde* essaie de répondre à cette interrogation, dans le dossier que vous trouverez aux pages 4 à 13.

Depuis le mois d'avril, les mendiants qui hantaient comme des spectres les rues de Moscou ont été remplacés dans les reportages par les figures bouleversantes de Kosovars chassés de leur maison par les troupes serbes. La DDC a été parmi les premières à porter secours aux réfugiés en Macédoine et en Albanie et la première à essayer de soulager les souffrances des victimes de la guerre à l'intérieur de la Fédération yougoslave. À présent, un autre travail, capital, l'attend : contribuer à la reconstruction de la région, comme elle l'a fait en Bosnie-Herzégovine.

Le Département fédéral des affaires étrangères m'ayant confié une tâche nouvelle à l'étranger, je ne pourrai, quant à moi, plus formuler mes commentaires sous le titre de cette revue, comme je l'ai fait jusqu'ici. Je remercie de tout cœur les lecteurs pour leur fidélité et j'espère qu'*Un seul monde* trouvera sa place dans leur bibliothèque pendant longtemps encore.

Bonne lecture !

Marco Camerani
Chef médias et communication DDC

(De l'italien)



Keystone

Vignette verte pour le paradis

(bf) Les Seychelles, ce sont 92 îles situées dans l'océan Indien, au nord-est de Madagascar. Ce paradis, qui compte 75 000 habitants, est envahi chaque année par 120 000 touristes. L'État a choisi d'aborder le 21^e siècle avec une stratégie qui donne la priorité absolue à la protection de l'environnement. À partir de novembre 1999, tous les visiteurs des Seychelles devront acheter pour 100 dollars une « carte d'or » écologique qui sera valide leur vie durant. Cet argent financera des recherches consacrées au traitement des déchets et à l'approvisionnement en eau potable. Le gouvernement s'attend à une diminution de l'afflux touristique, mais espère rendre ainsi l'archipel plus attrayant à long terme.

La faute à la géographie

(bf) On sait maintenant de source scientifique pour quelles raisons la prospérité économique et le niveau de vie sont plus élevés au Nord qu'au Sud : c'est une question de géographie. L'étude *Géographie et développement économique*, réalisée par l'historien John Luke Gallup et l'économiste Jeffrey D. Sachs, de l'Institut pour le développement international de l'Université de Harvard, énumère une série de facteurs qui empêchent un véritable décollage économique. Les principaux handicaps sont le climat tropical (davantage de maladies et faible productivité agricole), l'absence d'accès à la mer ou à une voie navigable



CIRIC

(transports coûteux, émigration) ainsi que la forte densité démographique dans des villes et pays intérieurs. Les deux auteurs postulent que la politique économique et la coopération au développement devraient se référer plus systématiquement aux atouts et aux faiblesses géographiques du pays considéré. Il faudrait par exemple soutenir et stimuler concrètement la recherche dans l'agriculture et la santé sous les tropiques, des domaines jusqu'à présent négligés par la communauté scientifique internationale.

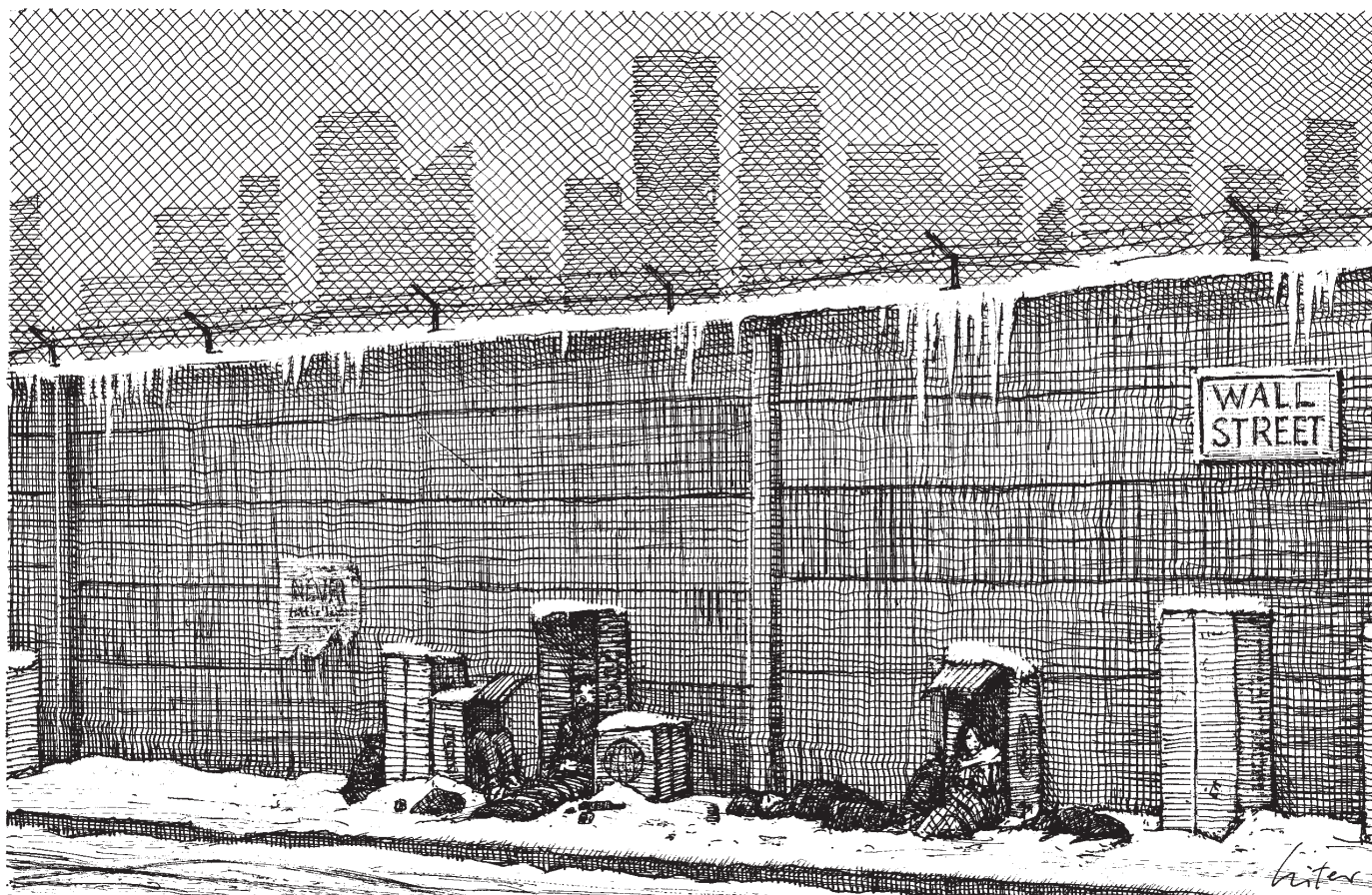
Sreekandamangalam devient célèbre

(bf) Au sud de cette Inde où 300 millions d'êtres humains vivent dans le dénuement, un petit village fait parler de lui : Sreekandamangalam. Il a été

transformé en un atelier dont les échos s'étendent à toute la région et même à tout l'État du Kerala. Les époux Matthew et Leelamony Moohziyil réalisent à Sreekandamangalam un programme intitulé « Basic Agricultural and Social Improvement Schemes » (BASIS), qui brise avec succès certains tabous : des femmes gagnent elles-mêmes de l'argent, des intouchables et des gens de castes supérieures travaillent ensemble, un système de crédit social permet des investissements exceptionnels. Le village a été confronté durant dix ans au scepticisme, aux réticences et aux boycotts. Aujourd'hui, il semble sur le point d'atteindre ses objectifs : aménager des cultures vivrières favorisant l'autarcie et créant des emplois, promouvoir les femmes et aider les démunis. Sur 500 familles,



Still Pictures



Le mur

une centaine gagnent directement ou indirectement leur vie grâce à BASIS.

Bière et pop-corn

(jls) Afin de réconcilier les consommateurs avec le sorgho rouge, une céréale très négligée au Burkina, Sophie Minoungou vient d'inventer la bière de sorgho sans alcool. Cette ménagère de Ouagadougou produit un sirop épais de couleur rougeâtre qu'il suffit de diluer dans de l'eau pour obtenir une boisson rafraîchissante dont le goût ressemble au *dolo* (bière de mil) non fermenté. D'ailleurs, la recette de base est la même que celle du *dolo*. On fait germer le grain avant de l'écraser et de le faire bouillir avec du sucre. Débordante d'imagination et

d'énergie, Mme Minoungou n'en est pas à sa première trouvaille : il y a deux ans, son pop-corn de sorgho (voir *Un seul monde* 2/1998) avait fait sensation au Burkina.

Une pincée de mollusque

(jls) Un biologiste de Dakar, Maguette Ndiaye, a identifié chez un mollusque de la classe des gastéropodes une substance capable d'arrêter l'altération du poisson frais et de le stabiliser. Il en a tiré un « biodessiccant », dont il ne révèle pas l'origine exacte. Une pincée de cette poudre, diluée dans une cuve d'eau douce, suffit à traiter dix kilos de poisson. Celui-ci peut ensuite être séché à l'air sans aucun dommage. « La dessiccation biologique permet de



Keystone

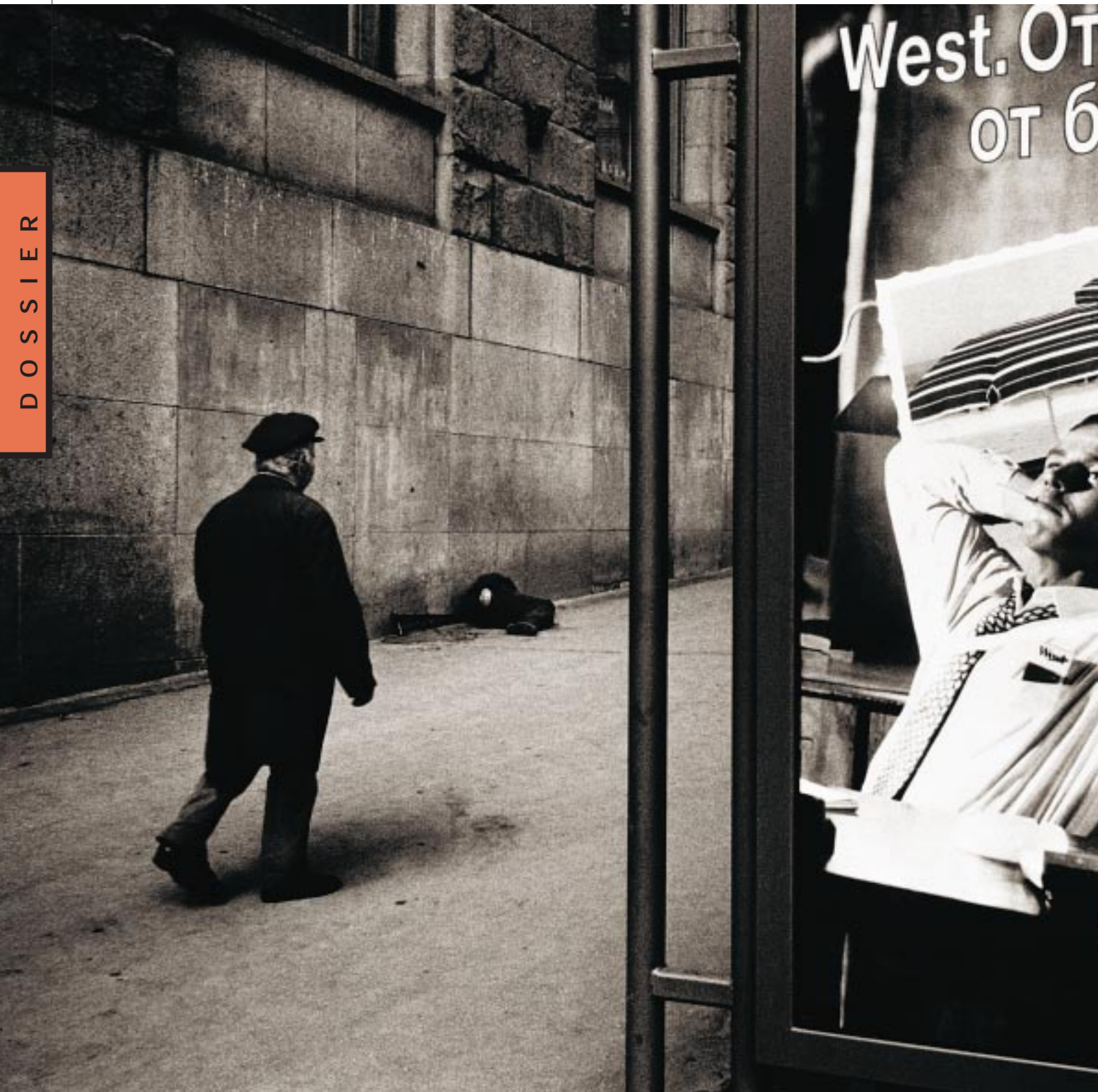
conserver du poisson frais pendant près de douze mois», affirme l'inventeur. Sa découverte pourrait retenir sur la côte les nombreuses familles de pêcheurs qui se voient contraintes de quitter leur

village, faute d'infrastructures de conservation. De plus, le Sénégal pourrait augmenter ses exportations de poisson.

Après l'écrouleme

Le Mur de Berlin est tombé en 1989. Les régimes communistes se sont effondrés la même année en Pologne, en Tchécoslovaquie et en Hongrie. Il y avait un certain temps que le « bloc de l'Est » se transformait de l'intérieur, mais tout le monde a été surpris par l'ampleur des bouleversements qui ont suivi. Aujourd'hui, on ne sait toujours pas où cela mènera.

DOSSIER



(gn) Les premiers signes du changement, perçus et fêtés par l'Occident, ont été les grèves des chantiers navals de Gdansk à la fin des années 70. Puis il y a eu les années 80 avec la *glasnost* et la *perestroïka* de Mikhaïl Gorbatchev. La Pologne a voté Solidarité en juin 1989. Dans son sillage, la Tchécoslovaquie et la Hongrie ont aussi fait table rase du communisme. Le Mur de Berlin, symbole d'un monde coupé en deux, est tombé en novembre de la même année. Dès lors, il a suffi d'une

année à l'Allemagne pour se réunifier, tout au moins sur le plan politique.

La vie quotidienne et les réalités économiques ont eu raison de l'euphorie initiale. Les populations d'Europe centrale et orientale ont renoncé à leur espoir d'appartenir sans transition au monde occidental. D'ailleurs, elles ont découvert que l'Ouest était loin d'être un paradis. Malgré le désenchantement, pas moyen cependant de revenir en arrière : depuis l'écroulement de l'Union soviétique en 1991, le système socialiste d'économie planifiée appartient définitivement au passé.

Pronostics difficiles

Tout à coup, le monde n'était plus soumis à l'ordre bipolaire qui s'était figé depuis la Seconde Guerre mondiale dans cet «équilibre de la terreur», dans la guerre froide. On a vu disparaître la pression sur des pays tiers, en particulier du Sud, qui étaient auparavant forcés de choisir un bloc ou l'autre. En même temps, une cinquantaine de nouveaux États ont été créés. D'où la nécessité de réorchestrer le concert des nations.

Le plus chevronné des politologues ne se risque pas aujourd'hui à prédire la direction que prendra le «nouvel ordre mondial». Le modèle que les États-Unis et l'OTAN cherchent à imposer, à savoir l'économie de marché et la démocratie, ne semble pas applicable tel quel à toute la planète, comme on a pu le croire au début. Le rôle de l'ONU et son pouvoir réel ne sont pas très clairs. Dans de nombreuses régions, et pas seulement dans l'ex-bloc soviétique, le vide laissé par la fin de la guerre froide est un facteur d'instabilité et de conflits. Mais il ouvre aussi la voie du développement autonome et de la démocratie. On en voit les premiers signes en Europe de l'Est, mais aussi en Asie centrale et en Afrique.



Magnum (2)



4

5

Un seul monde a demandé à un expert d'analyser la situation dix ans après la chute du Mur de Berlin. Le professeur Gerhard Simon enseigne l'histoire de l'Europe de l'Est à l'Université de Cologne. Il est aussi directeur scientifique de l'Institut allemand d'études internationales et orientales, basé à Cologne.

On a souvent appelé 1989 « l'année merveilleuse ». Et dix ans après ? Pour la première fois de son histoire, l'OTAN fait la guerre à un régime post-communiste, qui a pris la forme d'une dictature nationaliste en ex-Yougoslavie. L'Europe paraît à nouveau divisée en deux camps : celui de l'OTAN à

1. Le communisme ne s'est pas effondré sous une pression étrangère. Il a été balayé de l'intérieur par les adversaires et les déçus du régime. La Pologne, la Lituanie, l'Arménie et la Slovaquie ont été les locomotives du changement. Par ailleurs, la fin du communisme aurait été impensable, du moins à ce moment-là, sans la politique soviétique de *glasnost* et de *perestroïka* menée par M. Gorbatchev.

2. Les peuples d'Europe centrale et orientale se sont libérés du joug russe et sont en train de réaliser un vieux rêve. Ils se sont toujours considérés comme faisant partie de la culture européenne (occidentale). Ils visent l'intégration institutionnelle au sein de l'Union européenne (UE) et de l'OTAN. L'appartenance de plein droit aux structures euro-atlantiques est de nature à leur conférer sécurité et confiance en soi.

Voies différentes

Les nouvelles institutions démocratiques de plusieurs pays d'Europe centrale et orientale ont acquis en quelques années une stabilité étonnante. L'éventail des partis politiques est très comparable à celui des pays d'Europe occidentale. Pluralisme politique et structures démocratiques sont bien implantés dans la société. En outre, après des années de récession, plusieurs pays connaissent aujourd'hui une croissance économique, qui atteint même des proportions impressionnantes en Pologne, en Slovaquie ou en Estonie. Cela confirme une fois de plus le lien qui existe entre démocratisation, libéralisation et croissance. La transformation de l'économie piétine d'ailleurs dans les pays qui tardent à se démocratiser.

D'une manière générale, on constate, après dix ans, que les pays ou régions ex-communistes suivent des voies très différentes et qu'ils ne sont pas tous au même stade de développement. Les peuples qui appartiennent historiquement à l'Europe latine s'occidentalisent plus rapidement et avec plus de succès que l'Europe gréco-slave, où l'adhésion aux valeurs occidentales est souvent ressentie comme une

l'Ouest, celui de la Russie et de la République de Yougoslavie à l'Est.

La désagrégation de l'Union soviétique a été suivie de conflits et de violences ethniques, du Tadjikistan aux Balkans en passant par le Caucase. Dans l'Europe postcommuniste, ces brutalités ont atteint un triste sommet avec la tentative serbe de décimer les Albanais du Kosovo et de les expulser.

Par ailleurs, bien des attentes ont été déçues. Un dénuement total et une absence de perspectives règnent sur ces hauts lieux du communisme qu'ont été la Russie, l'Ukraine et la Biélorussie. L'insolente richesse de quelques-uns ne fait que souligner la déchéance économique de l'ensemble. On ne saurait parler, dans ces pays, d'un ordre démocratique stable.

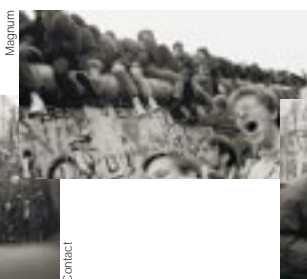
Avec le renfort de nouveaux cadres, les anciennes élites communistes se sont approprié en quelques années les richesses de la Russie. Mais elles n'ont pas relancé l'économie. Elles n'ont fait que consommer et placer leurs capitaux à l'étranger, au lieu de créer des conditions propices aux investissements dans leur propre pays. On estime que le montant de la dette extérieure russe équivaut à celui des capitaux exportés.

Facteurs positifs

Les coûts économiques et sociaux de la transformation sont énormes, et ce n'est pas terminé. Mais il convient de tempérer ce sombre bilan par quelques facteurs positifs et décisifs :

« Quand le Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS) a perdu son pouvoir, les structures de l'État ont pratiquement cessé de fonctionner. Alors, tout a été criminalisé. Seules les relations personnelles, les filières et le népotisme fonctionnent encore et c'est ce qui anime la vie publique. »

Gerhard Simon



Magnum



Keystone (2)



Karl de Keyser / Magnum



Hongrie 1994

menace pour l'autonomie. Un retour au totalitarisme communiste n'est probable dans aucun pays. En revanche, on peut assister à l'installation de régimes nationalistes de droite, non libéraux. Mais ce risque n'est évitable nulle part.

(De l'allemand)



Karl de Keyser / Magnum

Hongrie 1994

Une aide pour éviter la rechute

Quand l'Occident a vu sombrer le communisme en Pologne, en Hongrie et en Tchécoslovaquie, il a pressenti des jours meilleurs : le moment était venu d'appuyer ces pays pour les préserver d'une « rechute ». C'est dans cet esprit qu'a démarré l'engagement suisse en Europe de l'Est. De Gabriela Neuhaus.

Lucio Canonica est entré en fonction du jour au lendemain. Son employeur, la Direction politique du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), n'était pas en mesure de mettre tout de suite à sa disposition un bureau ou des collaborateurs personnels. Mais sa mission était claire : multiplier les petits projets immédiatement efficaces, afin de rapprocher autant que possible du monde occidental les populations de la Pologne, de la Hongrie et

« Nous avions une idée trop homogène de l'Est », estime rétrospectivement Remo Gautschi, qui est depuis quatre ans chef de la Division de la DDC pour la coopération avec l'Europe de l'Est et la CEI. M. Gautschi classe les pays de concentration de la coopération suisse avec l'Est en trois groupes : l'Europe centrale et les pays baltes ont plus ou moins achevé le processus de démocratisation et de passage à l'économie de marché. « La Suisse y a contribué par son soutien, mais l'essentiel a été accompli par ces pays eux-mêmes », souligne-t-il.



Magnum (3)



Keystone



Paperechenko / Keystone

« Il s'agissait d'une tâche bien définie sur le plan politique. En cela, elle se distinguait nettement de la coopération au développement plus classique, telle que je l'avais connue dans le Sud. »

Lucio Canonica

« Notre mission centrale dans tous ces pays est d'appuyer le processus de transformation politique. »

Remo Gautschi

de la Tchécoslovaquie. On voulait ainsi éviter que ces pays ne retombent dans le communisme. En mars 1990, soit quatre mois après la chute du Mur de Berlin, le Parlement a voté un premier crédit de programme en faveur de la coopération avec l'Europe de l'Est. Quelque 200 millions de francs ont été affectés à la Pologne, tandis que la Hongrie et la Tchécoslovaquie se partageaient 50 autres millions.

Nouveaux États

Après l'éclatement de l'URSS en 1991, il a fallu prendre une autre direction. On ne craignait plus un retour au pouvoir des anciens dirigeants. Mais on voyait brusquement apparaître sur la scène internationale toute une série de nouveaux États jusque-là dissimulés derrière le rideau de fer. La disparition des vieilles structures avait littéralement plongé ces pays dans le chaos, d'où l'urgent besoin d'un soutien aussi bien politique qu'économique. Grâce à un deuxième crédit de programme totalisant 1,4 milliard de francs, la Suisse a étendu sa coopération d'abord à sept États (Albanie, Bulgarie, Estonie, Lettonie, Lituanie, Roumanie et Slovaquie). Plus tard, la Russie, l'Ukraine, le Kirghizistan et la Macédoine sont venus s'ajouter à la liste.

Appui à la transformation

En ce qui concerne les Balkans, la situation est différente. Au début,

on a sous-estimé les problèmes de cette région et aujourd'hui, on est déçu qu'elle ait aussi peu progressé. En Albanie, par exemple, il a été difficile de faire une analyse de la situation, de comprendre les gens. Face au retard économique du Sud-Est européen, on a voulu mettre l'accent sur une coopération technique comparable à celle qui se pratique pour les projets de développement dans l'hémisphère Sud. Mais on s'est vite rendu compte, remarque M. Gautschi, qu'il ne sert à rien de créer des infrastructures et de promouvoir un développement économique s'il n'y a pas de transformations socio-politiques qui conduisent à la démocratie et au pluralisme.

La même remarque s'applique au troisième groupe comprenant la Russie, l'Ukraine et l'Asie centrale, qui restent très éloignés du modèle occidental tant économiquement que politiquement. Il faudrait renforcer les institutions de ces États, par exemple par le biais de conseils en matière de justice, de police ou d'organisation parlementaire, ou en encourageant les médias indépendants. De même, l'aspect culturel de la coopération avec les pays de l'Est revêt une importance capitale.



Ukraine 1998

Plus pour le Sud

Les pays de l'Europe du Sud-Est, de la CEI et de l'Asie centrale continueront de solliciter à l'avenir un engagement important dans le domaine du développement. Sa neutralité et sa relative indépendance font de la Suisse un partenaire intéressant pour cette région du monde. Ainsi, elle a été le premier pays du monde à conclure un traité de coopération avec la Russie en 1996.

Il est vrai que les sommes destinées à la coopération suisse avec l'Est sont minimes en comparaison de celles qui sont consacrées au Sud. Un fait que critique Remo Gautschi : «Je suis convaincu que, dans cinquante ans, des historiens s'étonneront de voir à quel point nous avons investi davantage au Sud que chez nos voisins immédiats.» Mais il se console en soulignant que, même avec des moyens modestes, on parvient à des résultats appréciables à l'Est : le niveau de formation qui prévaut dans la plupart de ces pays permet de travailler plus efficacement que dans ceux du Sud. Grâce à sa neutralité et à une affectation ciblée de ses ressources, la petite Suisse peut donc jouer un rôle important dans les pays de l'Est.

(De l'allemand)



Ukraine 1997

Poperechenko / Keystone

Même la coopération s'est transformée

Le système des relations internationales ne ressemble plus aujourd'hui à ce qu'il était avant 1989. Ces bouleversements se sont répercutés sur la coopération au développement. Pour faire un premier bilan, Rolf Kappel, directeur des cours de formation postgraduée pour les pays en développement à l'EPFZ, a répondu aux questions de Gabriela Neuhaus.



Un seul monde : Qu'est-ce qui a changé depuis 1989 dans la coopération internationale, et plus particulièrement dans la coopération au développement ?

Rolf Kappel : Après 1989, nous avons vu surgir une nouvelle catégorie d'États sur la carte du monde, qu'on a appelé les « pays en transformation ». Un phénomène sans précédent pour la coopération au développement : subitement, un grand nombre de pays voulaient passer de l'économie planifiée à l'économie de marché et du régime de parti unique à la démocratie. On n'avait jamais rien connu de tel. C'est pourquoi il n'existait au départ aucune théorie de la transformation qui aurait pu aider à formuler des recommandations politiques. D'ailleurs, nous ne possédons aujourd'hui encore que les rudiments d'une telle théorie.

Une nouvelle catégorie de pays. Dans la pratique, qu'est-ce que cela a eu comme conséquences pour la coopération au développement ?

Le changement est survenu à une vitesse stupéfiante, provoquant un véritable effondrement dans bien des pays. Il en est résulté une instabilité politique, économique et sociale, voire des conflits armés.

À part la lutte contre la pauvreté, on a commencé de se demander comment prévenir un afflux de réfugiés en Europe occidentale.

Cela signifie-t-il que l'on a réorienté les moyens utilisés par le travail de développement traditionnel ?

Nous consacrons des fonds importants à la coopération avec l'Est. Les statistiques montrent clairement que cela se fait en partie au détriment de la coopération avec les pays en développement traditionnels.

Cette nouvelle situation a-t-elle eu des répercussions autres que financières sur la coopération traditionnelle ?

Le travail effectué dans les pays en transformation a mis en lumière certains aspects de notre coopération au développement qui, auparavant, revêtaient moins d'importance à nos yeux. L'effondrement total de ces États – l'exemple le plus flagrant est actuellement la Russie – nous a fait comprendre très concrètement à quel point des mécanismes sociaux bien huilés sont essentiels au développement économique et politique. De même, sur la base des expériences vécues depuis 1989, nous accordons aujourd'hui beaucoup plus d'importance qu'avant aux questions relatives au maintien de la paix.



Kirghizistan 1991

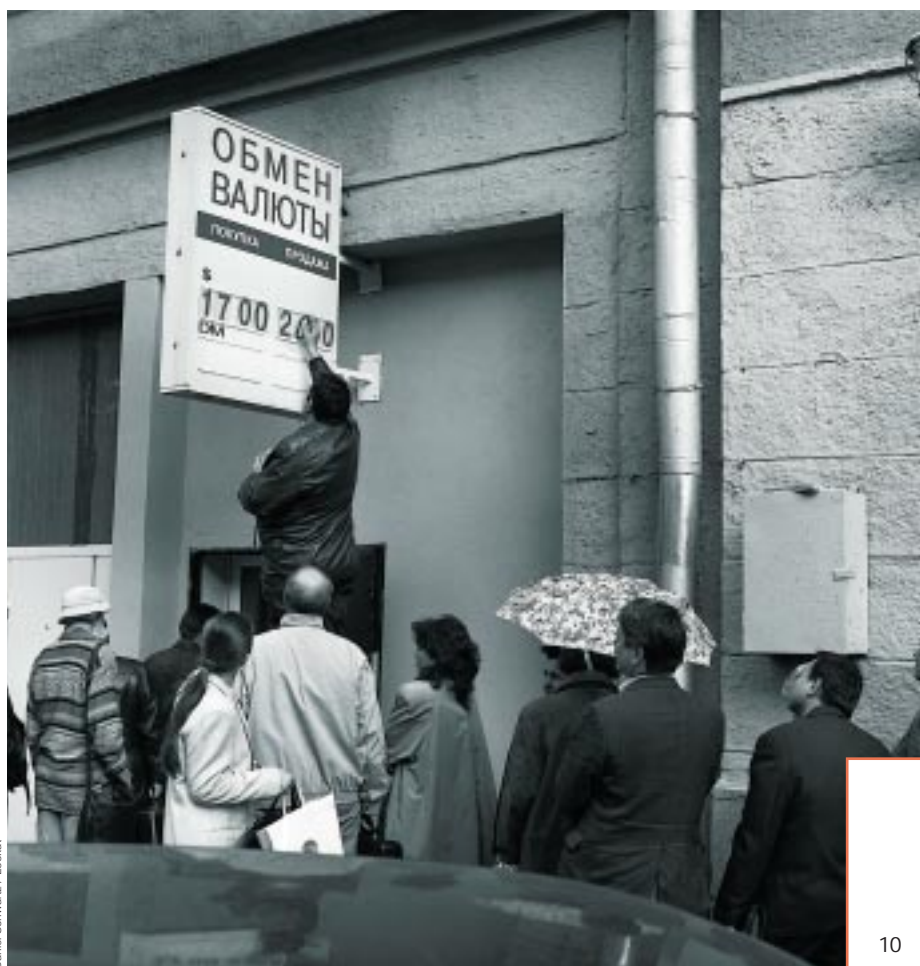
L'expérience acquise avec les pays en transformation profite-t-elle aussi à la coopération traditionnelle ?

Ce que nous vivons avec les pays en transformation a aiguisé notre regard sur quelques problèmes centraux des pays en développement traditionnels, car les questions fondamentales sont partout les mêmes. Les Tanzaniens par exemple doivent apprendre, exactement comme les Polonais, à respecter les règles de la démocratie et du marché s'ils veulent que leur développement progresse de manière satisfaisante. Ces deux pays vivent bien entendu des situations différentes, mais les mécanismes sont les mêmes.

En quoi les changements globaux ont-ils modifié la situation des pays qui sont les partenaires traditionnels de notre coopération au développement ?

La fin de l'antagonisme Est-Ouest a fait cesser les conflits « par États interposés ». Les deux blocs avaient souvent fait de la coopération un instrument de politique étrangère. Ils maintenaient au pouvoir des gouvernements autocratiques dans les pays qui faisaient partie de leur sphère d'influence. On se souvient de la déclaration d'un politicien américain à propos du régime zaïrois de l'époque : « Mobutu is a son of a bitch, but he is *our* son of a bitch. » Dans le nouveau contexte international, cette politique a disparu. L'Afrique, justement, évolue vers davantage de démocratie et de participation politique. Il va de soi que, comme dans les pays en transformation, ce changement est un facteur d'instabilité politique. Le nombre de conflits armés a augmenté partout dans le monde ces dernières années.

Vous avez relevé que le maintien de la paix est devenu depuis peu une tâche prioritaire de



Daniel Schwartz / Lookat

Russie 1998

la coopération au développement. Comment faut-il comprendre cela ?

La paix et les moyens de la sauvegarder, voilà typiquement le genre de question qui doit nous inciter à la modestie. Il a toujours été absurde de croire que l'on peut développer un pays de l'extérieur, grâce à notre aide. C'est encore plus vrai lorsqu'il s'agit de paix, que l'on ne saurait imposer par la contrainte. Nous en sommes réduits à espérer que les parties en présence soient prêtes à parcourir elles-mêmes le chemin qui mène à la paix. Il en va de même pour d'autres aspects de la coopération : notre contribution se limite à soutenir des processus de développement voulus et poursuivis par les principaux intéressés.

(De l'allemand)

Il y a changement

La Pologne et l'Albanie : deux États de l'ex-bloc communiste, deux pays de concentration de la coopération suisse avec l'Europe de l'Est. Là s'arrêtent les points communs. Alors que la première s'apprête à adhérer à l'Union européenne, la seconde affronte un avenir incertain. Essai de mise en parallèle d'histoires divergentes.

L'Albanie en quête d'identité

De *Stephan Israel**

L'Albanie a été le plus isolé de tous les pays durant l'ère communiste. Les bunkers disséminés sur tout son territoire témoignent de la paranoïa qui caractérisait le régime du dictateur Enver Hoxha. Personne ne s'échappait de ce pays de goulags. Les choses ont commencé à bouger en 1985, après la mort du despote. Mais 1989, l'année de la rupture, n'a pas encore suscité un véritable changement. Celui-ci n'a semblé s'installer qu'au début de 1991, lorsque les derniers bustes de Staline ont disparu de Tirana. Au printemps de la même année, les premières élections libres ont été remportées une dernière fois par le parti communiste. Des troubles ont éclaté. La foule a pris d'assaut les boulangeries et sacqué quantité de bâtiments administratifs.

L'homme du changement se nommait Sali Berisha. Il promettait de conduire l'Albanie « vers l'Europe ». Mais son régime a vite montré des tendances autoritaires. Le leader socialiste Fatos Nano a été emprisonné sous de mauvais prétextes, continuant de diriger le parti d'opposition depuis sa cellule. Sali Berisha a tenté vainement de se faire élire par le peuple. En 1996, il a dû recourir à la fraude électorale pour maintenir son pouvoir autocratique.

Rêves brisés

Le prétendu boom économique s'est aussi révélé être une imposture : les banques pyramidales devaient être le fondement de la croissance rapide prônée par le président Berisha. Pris d'une véritable ivresse spéculative, les Albanais étaient toujours plus nombreux à placer leur argent – en particulier les économies des émigrés en Grèce – auprès de ces établissements véreux. Peu avant l'amère déconfiture, les intérêts culminaient à près de 100 pour cent par mois. En 1997, le rêve s'est écroulé comme un château de cartes. C'est alors que Sali Berisha, le champion du « changement » albanais, a voulu provoquer une guerre civile : il a lancé les soldats contre le Sud

en rébellion et fait ouvrir les dépôts d'armes du Nord. Mais l'armée et l'État albanais ont sombré dans le néant.

Les élections de l'été 1997, surveillées par des observateurs étrangers, ont été remportées par le parti socialiste de Fatos Nano, entre-temps libéré. Néanmoins, la polarisation entre socialistes et « démocrates » a continué de paralyser le pays après le changement de pouvoir. L'Albanie ne semblait pas en mesure d'instaurer un État de droit et des institutions démocratiques par ses propres moyens. Il a fallu la guerre du Kosovo pour rapprocher quelque peu les camps ennemis. L'afflux de centaines de milliers de réfugiés dans ce pays exsangue a fait de lui un protectorat international. Il semble que ce soit le seul moyen pour l'Albanie d'acquiescer à une identité stable.

(De l'allemand)

* *Stephan Israel, journaliste indépendant, est correspondant pour les Balkans et le Sud-Est européen depuis 1992. Il est domicilié à Vienne et à Belgrade.*



Magnum

Albanie

Capitale
Tirana

Superficie
28 750 km²

Population
3,3 millions

Activités économiques
Agriculture 56%
Industrie 21%
Services 23%

Évolution du PNB
-8% (1997)



Keystone

et changement

La Pologne revient en Europe

De Max Schmid*

En Pologne, le communisme s'était déjà vidé de sa substance idéologique avant 1989. Sans légitimation, il n'était plus qu'une simple logique de pouvoir. La première visite du pape polonais Jean Paul II en 1979 et surtout les grèves de l'été 1980 – qui ont conduit à la création du syndicat indépendant Solidarité – ont fait naître des espoirs que même la loi martiale n'est pas parvenue à étouffer. La Pologne ne se laisserait plus «normaliser». L'impossible s'est réalisé en février 1989: le régime du général Jaruzelski a recherché le dialogue avec des représentants de «groupes sociaux». Incapable de sauver le pays de l'effondrement économique sans l'appui du peuple, il a négocié avec eux un compromis historique. Le 4 juin 1989, les communistes ont perdu les premières élections libres organisées depuis un demi-siècle. Tadeusz Mazowiecki est devenu le premier chef de gouvernement non communiste du bloc soviétique. Le ministre des finances Lech Balcerowicz a instauré l'économie de marché de manière pragmatique, mais à une vitesse foudroyante.

Communistes convertis

La thérapie de choc appliquée par M. Balcerowicz a été douloureuse, quasi insupportable pour la majorité du peuple polonais. Malgré ses divisions internes, Solidarité a encore réussi à faire élire à la présidence son leader Lech Walesa. Mais le mouvement a dû céder le pouvoir en 1993 à une coalition de gauche dominée par ses ennemis d'hier, les communistes, convertis à la social-démocratie qui est de-

venue la principale force politique du pays. Depuis 1995, même la présidence est passée aux mains des socialistes, avec Alexander Kwasniewski. Bien qu'élus par une majorité de perdants de la transformation, ce gouvernement de gauche a maintenu prudemment le cours des réformes. Avec succès: la Pologne a pris de l'avance sur les autres pays en transition, avec des taux de croissance atteignant 5 à 6 pour cent; le chômage, très élevé au départ, est en train de diminuer lentement.

Les élections de 1997 ont donné le pouvoir à une coalition récente de partis issus de Solidarité. Ce scrutin a montré que le pays en transformation le plus peuplé d'Europe centrale, avec ses multiples problèmes sociaux et économiques (notamment une agriculture et une industrie lourde surdimensionnées), est devenu une démocratie stable et «normale» en dépit d'un paysage politique encore flou. Il règne un consensus étonnamment large à propos de la direction générale que prend le pays. L'adhésion à l'OTAN, intervenue au printemps dernier, et les négociations – souvent difficiles – sur l'intégration à l'Union européenne donnent aux Polonais le sentiment d'appartenir enfin à l'Europe, après s'être longtemps sentis isolés dans un coin du continent.

(De l'allemand)

* Max Schmid a été de 1992 à 1998 le correspondant de la radio alémanique DRS pour l'Europe de l'Est. Depuis mars 1999, il est son correspondant à Moscou.



12

13



Keystone

Pologne

Capitale
Varsovie

Superficie
312 683 km²

Population
38,6 millions

Activités économiques
Agriculture 6,6%
Industrie 34,9%
Services 58,5%

Évolution du PNB
+6,9% (1997)

Un S.O.S. pour Panchito



Carlos Alemán Ocampo

Écrivain et agriculteur, il est né en 1941. Il rédige surtout des essais linguistiques et fait de la recherche sur les langues originelles des indigènes du Nicaragua. Il enseigne également la linguistique dans les deux universités de la côte Atlantique du Nicaragua, à Puerto Cabezas et à Bluefields.

Diriá est un petit village nicaraguayen réputé pour ses sorciers et ses guérisseurs. Il est situé sur un versant du mont Pacaya, près de la lagune d'Apoyo, dans le département de Granada. C'est là que je suis né et que j'ai grandi. Après avoir parcouru le monde, j'y suis revenu. Par ce retour à mon lieu de naissance, j'ai achevé le cycle vital de mon existence. Bien que je sois écrivain, je travaille à nouveau la terre que j'ai héritée de ma mère.

Chaque fois que je m'approchais du bureau de poste, je ne me lassais pas de suivre le mouvement des doigts du télégraphiste sur le poussoir ainsi que le bruit continu des traits et des points du morse transmettant les télégrammes. C'était pour moi un prodige de voir cet homme lire le papier tandis que ses doigts appuyaient sur le bouton, puis de l'entendre dire à mon père : « Ça y est, ils l'ont reçu. » Il me semblait que les télégrammes étaient une façon d'asseoir son importance politique. Ils rapprochaient du pouvoir, car ils étaient presque toujours adressés aux ministères ou aux fonctionnaires du gouvernement, en rapport avec quelque dossier officiel ou pour rendre compte des préparatifs d'une manifestation.

C'était pareil lorsque de longs télégrammes arrivaient de Granada avec des instructions sur un discours du parti et de longues explications. Mon père, naturellement, était député. Il représentait les intérêts politiques du Parti libéral au gouvernement. Diriá n'avait pas grand poids quant au nombre des votants, mais c'était une commune réputée pour ses sorciers, son artisanat et sa production de fruits et légumes. Le village était plutôt petit – il l'est toujours – et le centre de la modernité était le bureau du télégraphe.

Don Vicente Noguera est le télégraphiste dont je me souviens le mieux. Les cheveux poivre et sel, il était assis devant la table qui lui servait de bureau. Le sol était toujours bien propre. Sous la table, il y avait un récipient, une sorte de grand

verre rempli d'un liquide bleuté, et un morceau de plomb qui me faisait penser à une main : en fait, c'était une pile qui générait l'énergie pour le téléphone ou pour le télégraphe, je n'en sais rien. Ce que je sais en revanche, c'est qu'elle était un des objets vitaux de la télégraphie.

À Diriá, mon père n'était pas seulement un homme politique, il était aussi conseiller conjugal, conciliateur et surtout rédacteur de télé-



Olivia Heusser (3)



grammes. Comme les envois étaient facturés au mot, il était nécessaire de faire court afin de bénéficier du tarif minimum, qui autorisait six mots. Quand quelqu'un lui demandait de rédiger un message pour un parent absent, en lui racontant une longue série de problèmes et de conflits, mon père finissait par résumer ainsi : « Besoin argent Panchito malade salutations Fidelina. »

Le courrier au galop

Mais le plus extraordinaire au bureau de poste, c'est que les lettres passaient aussi par là. Le courrier arrivait à Catarina par le train. Les frères Ayalas, qui étaient chargés d'amener à Catarina le sac postal de Diriomo et de Diriá, se rendaient à la gare à cheval. Chaque après-midi, je les voyais parcourir à bride abattue les trois kilomètres du trajet pour arriver avant que les sacs pour Managua ne soient fermés. Au retour aussi, ils passaient au galop. Peu après, le messenger partait en tournée. On ne l'appelait pas le facteur, mais le messenger. Il distribuait les lettres et les télégrammes, il annonçait les rendez-vous téléphoniques. Le messenger a toujours été un personnage dans le village



14

15

parce qu'en plus de porter les messages, beaucoup de gens lui demandaient de leur lire le courrier. Certains le priaient même de rédiger la réponse. Voilà où en étaient les communications quand j'ai quitté le village pour entrer à l'internat des jésuites, dans la ville voisine de Granada. Ensuite, je suis aller étudier à l'université et grâce aux lettres de ma mère portant l'estampille de El Diríá, mes pensées n'ont pas quitté le village. En voyant ces timbres, j'imaginai l'activité du bureau de poste, avec sa pile.

Quand je suis revenu, la poste avait changé d'endroit, de bâtiment, mais tout le reste était comme avant. Une petite différence toutefois : beaucoup de télégrammes n'étaient plus envoyés en morse. Le télégraphiste les dictait au téléphone. Nous étions à la fin des années 60. En réalité, les téléphones n'ont changé qu'en 1995 à Diríá. Cette année-là, on a installé des téléphones automatiques dotés de la technologie la plus moderne. Cela a tué d'un seul coup le morse, les télégrammes et les messagers. Le train ne passe plus par la gare de Catarina. Ce train qui existait de-

puis le siècle passé, mais que quelqu'un est venu mettre en pièces pour en vendre la ferraille. Diríá est entré brusquement dans l'ère moderne, d'un jour à l'autre. Mais les sorciers et les guérisseurs sont toujours là. Ils continuent de guérir par les plantes et de prédire l'avenir.

(De l'espagnol)

D'une malédiction

Depuis le séisme qui l'a ravagé en 1972, le Nicaragua semble attirer les catastrophes naturelles et les destructions humaines. Sergio Ramirez, écrivain nicaraguayen de talent, compare ses compatriotes au Sisyphe de la mythologie grecque : tous veulent aller de l'avant, mais ils voient constamment leurs efforts anéantis par des coups du sort. De Richard Bauer*.



Lookat / Network

L'objet de tous les jours

Le hamac

Pour une personne ou plusieurs, avec ou sans écarteurs, blanc ou multicolore, tissé ou tressé, le hamac artisanal de chanvre ou de coton fait autant partie du Nicaragua que ses volcans. Cet objet de la culture indienne a fait le bonheur des conquérants espagnols. Suspendu à bonne hauteur dans un endroit bien ventilé, il permet de résister à la chaleur de midi ou de passer des nuits agréables à l'abri de la vermine. Les meilleurs hamacs du Nicaragua sont fabriqués dans la région de Masaya.

Au cours de ces 25 dernières années, le Nicaragua a connu alternativement des inondations et des périodes de sécheresse. Le volcan Cerro Negro a craché des milliers de mètres cubes de poussières et de cendres. Un tsunami (séisme marin) a dévasté des villages et des terres cultivées sur la côte Pacifique. Régulièrement, le pays a été ravagé par des cyclones que les météorologues baptisent de noms innocents comme Joan, César ou Mitch (provisoirement le dernier de la série). Les dégâts provoqués par Mitch en octobre dernier ont touché un quart de la population nicaraguayenne et coûté la vie à plus de 3000 personnes.

Et ce n'est pas tout. La résistance armée à la dictature d'Anastasio Somoza a fait 50 000 victimes dans les années 70. Puis il y a eu les 30 000 morts de la guerre civile entre sandinistes et *contras*. Plus de 100 000 Nicaraguayens se sont exilés, soit vers le Costa Rica voisin, où ils se sont engagés comme journalistes, soit vers le lointain paradis américain, en tant que réfugiés politiques et économiques. Une hyper-inflation aux proportions inimaginables (33 600 pour cent en 1988) accompagne le marasme économique dont les pauvres sont les premiers à souffrir.

Catastrophes naturelles, gestion économique désastreuse et participation à l'affrontement idéologique du temps de la guerre froide – cette constellation pernicieuse a fait du Nicaragua le pays le plus pauvre d'Amérique latine après Haïti. Il occupe la 121^e position sur la liste du développement humain dressée par l'ONU (à titre de comparaison, la Suisse se place au 12^e rang). Ce pays survit depuis des années grâce à l'aide étrangère. La pauvreté qui règne au Nicaragua donne à craindre qu'il restera longtemps encore tributaire de la communauté internationale de donateurs.

Débats musclés

Les Nicaraguayens sont unanimes à considérer que la paix est leur grande conquête des années 90. Les guérilleros soutenus par les États-Unis ont déposé les

armes et l'armée, hypertrophiée sous le règne des sandinistes, a été réduite de façon drastique. Mais le pays fourmille d'armes et de jeunes chômeurs qui n'ont jamais appris autre chose que la guerre. La criminalité de droit commun augmente dans des proportions inquiétantes. On a peur de se faire voler ou violer, et des bandes de brigands infestent les campagnes.

Même si les principaux acteurs politiques et sociaux ont passé du champ de bataille au débat parlementaire, le Nicaragua reste une nation profondément divisée. Les députés échangent quotidiennement des injures ou des coups. Convertis sans enthousiasme à la social-démocratie, les sandinistes forment toujours le parti le mieux organisé du pays. Après avoir tenté en vain de reconquérir le pouvoir lors des élections démocratiques de 1990 et 1996, ils font jouer leurs muscles au Congrès, où ils représentent une forte opposition à la coalition libérale qui gouverne actuellement le pays. Chaque projet de loi tourne au débat de fond sur les grands principes politiques, ce qui bloque les travaux parlementaires. Les sandinistes sont en outre passés maîtres dans l'art d'exploiter les grèves qui s'éternisent et les manifestations de rue.

Après le gouvernement de Violeta Chamorro, soucieux d'équilibre, le président Arnaldo Alemán manifeste un esprit revanchard et s'emploie à polariser davantage le pays. Depuis son élection, il mène une campagne agressive contre tous les sandinistes appartenant aux pouvoirs publics, depuis l'administration gouvernementale jusqu'aux autorités communales. Des fonctionnaires qualifiés ainsi que des médecins et des ingénieurs – souvent formés dans l'ex-URSS ou à Cuba – ont été destitués en raison de leur passé sandiniste. Ils ont été remplacés par des amis du président ou carrément par des membres de sa famille. « On peut toujours faire davantage confiance à sa parenté qu'à un étranger », affirme cet autocrate pour justifier sa politique. Il reprend ainsi

à l'autre



Keystone

la vieille tradition du clan Somoza dans ce pays où les liens de famille ont souvent faussé les règles de la vie publique.

Le rêve pour quelques-uns

Outre la paix et un semblant de démocratie, c'est surtout au niveau des méthodes économiques que le visage du Nicaragua s'est transformé depuis le début des années 90.

Oubliées, la grisaille et les pénuries de l'ère socialiste. La capitale Managua se prend pour Miami. Nouveaux boulevards, voitures de luxe, rutilantes stations d'essence, gigantesques colonnes d'affichage et restaurants *fast-food* sont les signes extérieurs de la mutation néolibérale. Après l'économie d'État qui paralysait la moindre initiative, tout est brusquement devenu possible, aussi bien pour le simple citoyen que pour l'élite financière. Beaucoup de jeunes Nicaraguayens rêvent d'avoir une entreprise ou une exploitation agricole à eux. Ceux qui ont accumulé un pécule en travaillant au Costa Rica ou reçu quelque argent de parents installés aux États-Unis se lancent dans les affaires. Ils ouvrent un atelier, achètent un taxi ou essaient des cultures exotiques comme le sésame ou l'arachide pour l'exportation.

Mais partout dans les rues, des marchands en guenilles et des petits mendiants rappellent que le rêve de prospérité n'est devenu réalité que pour une petite minorité de Nicaraguayens. Une misère révoltante suinte des bidonvilles de Managua, des localités de province qui se dépeuplent et des plantations de café de l'arrière-pays. Les réformes néolibérales n'ont pas (encore) touché les masses. Au contraire, la situation sociale se dégrade du fait que l'État devenu exsangue parvient difficilement à assurer les services indispensables, comme l'éducation, la santé ou l'approvisionnement en eau potable.

(De l'allemand)



Mike Goddard / Lookat / Network

* Richard Bauer est correspondant de la NZZ pour l'Amérique centrale. Il est basé au Mexique.

16

17



Olivia Heuser

Faits et chiffres

Capitale

Managua
(1,1 million d'habitants)

Superficie

121 000 km²

Population

4,4 millions d'habitants

90% de Métis

Minorités ethniques :

Indiens (Miskitos et Sumos),
Créoles

Espérance de vie :

67 ans

Croissance démographique :

+ 2,8%

Jeunes de moins de 15 ans :

45%

Nourrissons sous-alimentés :

12%

Adultes analphabètes : 34%

Population urbaine : 75%

Croissance annuelle de la

population urbaine : 4%

Diminution annuelle de la

population rurale : 2%

Économie

Croissance économique :

2,4%

Exportations : 10,8%

Importations : 7,6%

Principaux produits

d'exportation :

café, fruits de mer, viande



Suisse - Nicaragua

«Mitch» et le programme régional

La coopération suisse est active en Amérique centrale depuis la fin des années 70. Le Nicaragua fait partie des pays où un bon nombre d'œuvres d'entraide suisses sont présentes, en plus de la DDC. Après avoir longtemps mis l'accent sur le Honduras, la DDC a réalisé divers projets au Nicaragua dès le début des années 80 et y a déplacé son bureau de coordination en 1993. Son programme s'est progressivement régionalisé. Il concerne aujourd'hui le Nicaragua, le Honduras et le Salvador. Il se concentre en particulier sur les besoins des populations rurales :

– **Production agricole dans les collines** : réseaux de recherche, diffusion de technologies durables, production axée sur les besoins du marché, commercialisation.

– **Approvisionnement en eau et hygiène de l'habitat** : réalisation de systèmes, renforcement des institutions.

– **Promotion des entreprises** : encouragement de la compétitivité des PME.

– **Politique économique et promotion des investissements** : le secrétariat d'État à l'économie (seco) – ancien Office fédéral des affaires économiques extérieures (OFAEE) – appuie le Nicaragua et le Honduras de différentes manières (aides à la balance des paiements, gestion de la dette).

Quand l'ouragan Mitch a ravagé le Nicaragua en automne 1998, la Suisse a immédiatement débloqué un million de francs pour les premiers secours. L'aide totale de la Confédération pour la phase de secours et de reconstruction (de novembre 1998 à décembre 2000) se chiffre à quelque 20 millions de francs de la part de la DDC (rétablissement de systèmes d'approvisionnement en eau potable, infrastructure sociale, capacité de production et prévention des catastrophes naturelles) et 21 millions de la part du seco (aides extraordinaires à la balance des paiements et contribution à l'amortissement de dettes multilatérales).

Repères historiques

jusqu'en 1821	Le Nicaragua dépend de la capitainerie générale de Guatemala sous domination coloniale espagnole.
1822 – 1833	Membre de l'éphémère Fédération des États d'Amérique centrale.
1838	Statut d'État indépendant.
vers 1850	Des chercheurs d'or venant de l'Est des États-Unis traversent le Nicaragua pour arriver plus vite en Californie.
1902	Les États-Unis décident de creuser le canal interocéanique à Panama plutôt qu'à travers le Nicaragua.
1912 – 1933	Présence de troupes américaines.
1927 – 1934	Un mouvement de guérilla nationaliste dirigé par le général César Augusto Sandino combat les envahisseurs.
1934	Assassinat de Sandino.
1932 – 1979	Dictature du clan Somoza.
1972	Un tremblement de terre détruit le centre de Managua.
1978	Assassinat de l'opposant libéral Pedro Joaquín Chamorro sur ordre d'Anastasio Somoza.
1979	Renversement de Somoza après un soulèvement populaire et des opérations de guérilla du Front sandiniste de libération nationale (FSLN). Une junte multipartite prend le pouvoir.
1981	Début de la politique de déstabilisation des États-Unis contre le gouvernement sandiniste d'inspiration marxiste soutenu par Cuba et l'Union soviétique. Soutien américain aux rebelles anti-sandinistes (<i>contras</i>).
1984	Victoire électorale des sandinistes. Daniel Ortega devient président.
1990	Défaite des sandinistes. Violeta Chamorro est élue présidente. Pacification et réformes économiques néolibérales.
1996	Nouvelle défaite électorale des sandinistes. Le libéral Arnoldo Alemán devient président.
1998	L'ouragan Mitch dévaste le pays.



Nouvelle image directrice de la DDC

Un but et un chemin pour y conduire

Pourquoi des entreprises ou des institutions, comme la DDC, ont-elles besoin d'images directrices ? La réponse se trouve dans l'image elle-même : ses éléments constitutifs – vision, mandat, valeurs – en dévoilent clairement la signification profonde. Il s'agit de communiquer, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur, quelles conceptions nous guident dans l'accomplissement de notre mission et quelles sont les valeurs dont nous nous réclamons. L'image directrice représente notre identité. Les collaboratrices et les collaborateurs de la DDC, comme la direction, peuvent s'y reconnaître. En outre, elle offre de précieux repères à nos partenaires.

Selon la littérature spécialisée, une image directrice décrit les principes qui régissent l'activité d'une institution. Elle en définit les objectifs, les idées et les comportements fondamentaux. Ni manuel d'organisation ni programme d'action, elle est par nature un modèle général, passablement abstrait. Elle servira de référence pour l'élaboration de la stratégie. À son tour, celle-ci montrera comment notre institution doit se développer afin d'assumer le mieux possible, durant les cinq ans à venir et au-delà, les tâches qui lui ont été imparties par la loi, le Conseil fédéral et le Parlement. La DDC est en train de formuler une stratégie dérivée de l'image directrice. Un groupe de travail a mis en place un vaste processus auquel le personnel de la DDC est invité à participer. Pour mieux relever les défis qui nous attendent, nous devons anticiper l'avenir et reconnaître les grands courants de l'évolution mondiale. Face à l'immensité de la tâche et compte tenu des moyens limités dont nous disposons, il faudra fixer des limites, définir des priorités, mettre en valeur certains potentiels et renoncer à d'autres.

Pour trouver son chemin, il faut savoir où l'on va. Cela est valable aussi bien pour une institution que pour un individu. Et si le chemin n'existe pas, nous le créerons en prenant la bonne direction !

Walter Fust
Directeur de la DDC

(De l'allemand)



Jack Picone / Lookat / Network

Les funambules de l'après-guerre

La communauté internationale s'efforce d'aider plus rapidement les pays qui sortent d'un conflit armé. Elle veut intervenir dès que les armes se taisent. Mais de nombreuses menaces planent sur son action durant ces fragiles périodes de transition entre la guerre et la paix.

(Jls) Lors de crises complexes comme celles de la Bosnie, de la Somalie et du Rwanda, les agences d'aide et de développement ont compris qu'elles devaient agir sans attendre le retour complet de la sécurité et de la stabilité. L'aide humanitaire d'urgence ne peut à elle seule répondre aux besoins immédiats, consolider la paix et jeter les fondements d'un développement durable. «Il s'agit de combiner l'aide d'urgence et la coopération au développement. En intervenant mieux durant cette phase de transition, on diminue les risques d'un nouvel embrasement», affirme Gerhard Pfister, chef de la section Afrique à la Division Aide humanitaire et Corps suisse d'aide en cas de catastrophe (ASC) de la DDC. Pourtant, cette présence durant les périodes postconflituelles n'est pas dépourvue de risques. Celui de donner une fausse légitimité à un gouvernement totalitaire, par exemple, ou celui d'être utilisé par l'une ou l'autre des factions. La Suisse a choisi une approche pragmatique: «S'il y a une chance d'aider les populations à reprendre une vie normale, nous intervenons. Cela implique que nous nous abstenions de monter aux barricades pour dénoncer le régime en place.»

guerre Charles Taylor a été annoncée, en juillet 1997. En collaboration avec le Programme alimentaire mondial, elle contribue à réhabiliter les routes rendues impraticables par sept années de guerre. «On pourrait nous reprocher de cautionner un régime douteux. Or, nous soutenons simplement les efforts visant à rendre certaines zones accessibles et à encourager la reprise de l'économie, ce qui est la meilleure façon de faire revenir les réfugiés», explique M. Pfister.

L'ASC prend des risques en faveur de la paix, mais elle s'interroge en permanence sur son action et n'hésite pas à se retirer lorsque les conditions ne sont plus réunies. C'est ce qui vient de se passer en Angola. Après l'accord de paix de 1994, elle s'était engagée dans un programme de reconstruction des ponts. Lorsque les combats ont repris à fin 1998, elle a suspendu ces travaux, car les ponts auraient pu alors être utilisés à des fins stratégiques. En attendant un règlement du conflit, son infrastructure sur place a été réorientée vers l'aide d'urgence aux personnes déplacées.

Routes et ponts

L'Aide humanitaire de la Confédération a été active au Libéria dès que l'élection de l'ancien chef de



Traduire au bord de l'eau

Les écrivains hongrois ont peu de chances d'être lus à l'étranger dans leur propre langue, car celle-ci est très isolée en Europe. Lancé avec le soutien de la DDC, un centre de traduction, sur les rives du lac Balaton, a pour but de faire connaître la littérature hongroise contemporaine.

(jls) C'est une charmante demeure du XIX^e siècle dans la station thermale de Balatonfüred, à une heure et demie de Budapest. Entièrement rénovée en 1997, elle a été inaugurée en janvier 1998. La «Maison hongroise des traducteurs» accueille des boursiers étrangers pour quatre à huit semaines. Le temps de traduire dans leur langue maternelle un roman, des nouvelles ou des poèmes écrits par des auteurs hongrois encore inconnus. Les hôtes ont à leur disposition des ordinateurs et des imprimantes, mais aussi des dictionnaires, des encyclopédies et une bibliothèque comprenant plus de 2500 ouvrages. Le hongrois, qui appartient au groupe finno-ougrien, est un îlot perdu dans l'océan des langues indo-germaniques régnant sur l'Europe. «Même dans les pays slaves, on ne le comprend pas. Il est essentiel de le traduire», remarque Susi Koltai, directrice de Pro Helvetia en Hongrie. La maison de Balatonfüred est l'un des seize projets culturels que la fondation suisse pour la culture a réalisés en Europe centrale de 1996 à 1998, sur mandat de la DDC.

La Hongrie à Francfort

L'aide suisse a permis notamment d'octroyer quinze bourses à des ressortissants des pays de l'Est. Le centre de traduction a aussi reçu une vingtaine

d'hôtes d'Europe occidentale et des États-Unis. En prévision de la Foire de Francfort, dont la Hongrie est l'hôte d'honneur cette année, six œuvres ont été traduites en allemand.

Dans le courant de 1999, la DDC se désengage de l'Europe centrale pour se concentrer sur l'Europe du Sud-Est. Comme d'autres projets gérés par Pro Helvetia en Hongrie, Pologne, Tchéquie et Slovaquie, la maison des traducteurs doit se chercher d'autres sources de financement. En février, la municipalité de Balatonfüred et les autorités régionales ont promis leur soutien. «Dès lors, notre avenir est plus ou moins assuré», constate Péter Rácz, responsable hongrois du centre.

Susi Koltai n'en regrette pas moins le retrait de la DDC: «C'est vraiment dommage de partir quand un projet commence à bien fonctionner. Il nous a fallu du temps pour établir un réseau de contacts.» Pro Helvetia espère que les Chambres fédérales lui accorderont les moyens financiers de reprendre à son compte les antennes culturelles de la DDC à Budapest, Cracovie, Prague et Bratislava.



La maison a été léguée par l'écrivain hongrois Gábor Lipták



Mike Godwater / Lookat / Network

De l'arsenic au fond du puits

La découverte d'arsenic dans les eaux souterraines au Bangladesh a donné des allures de cauchemar à un vaste programme d'approvisionnement en eau potable lancé en 1971 par le gouvernement. Quelque 4 millions de puits ont été creusés. La moitié d'entre eux seraient contaminés.

(Jls) La DDC, l'agence danoise de coopération au développement DANIDA et l'UNICEF ont soutenu dès 1975 ce programme pour l'eau et l'assainissement en milieu rural. Il avait pour but d'enrayer les maladies diarrhéiques causées par la consommation d'eau souillée provenant des rivières et des étangs. Le forage de puits à travers tout le pays a fourni de l'eau « sûre » à 97 pour cent de la population. Quelques millions de latrines ont été construites afin de diminuer la pollution de l'eau par des matières fécales. Les populations ont reçu des informations sur les mesures d'hygiène ainsi que sur les précautions à prendre pour transporter et conserver l'eau. « Ces différentes mesures ont fait nettement baisser la mortalité due à la diarrhée, bien que celle-ci reste la principale cause de décès d'enfants au Bangladesh », constate Peter Tschumi, de la DDC.

Intoxication lente

Mais l'eau souterraine s'est avérée calamiteuse elle aussi, car elle véhicule de l'arsenic provenant de la croûte terrestre, un élément cancérigène. On a réalisé l'ampleur du phénomène à partir de 1997 : selon des sondages, la moitié des puits contiennent des concentrations qui dépassent les valeurs limites et la quasi-totalité des 64 districts sont touchés. « Aucune analyse chimique ou géologique n'avait été effectuée avant d'entamer les forages, car l'arsenic est un

problème très rare et de tels contrôles coûtent relativement cher », explique M. Tschumi.

À ce jour, 4600 cas d'intoxication à l'arsenic ont été identifiés. Mais le pire est encore à venir, compte tenu de la période de latence, qui peut aller de 8 à 14 ans. Les premiers symptômes sont souvent des lésions cutanées. Puis des organes internes sont affectés. Au stade final, l'intoxication peut entraîner des cancers de la peau ou d'autres organes.

Les experts recherchent des techniques simples et peu coûteuses qui permettraient à la population d'éliminer l'arsenic de l'eau souterraine, de désinfecter l'eau de surface ou encore de récolter l'eau de pluie. La DDC cofinance ces recherches. Elle soutient également la production de pompes manuelles sur le marché local. « Vu qu'on n'a pas encore trouvé de véritable alternative, il faut continuer de creuser des puits, relève M. Tschumi. Sinon, les gens recommenceront à boire l'eau de surface, et le nombre de décès dus aux bactéries remontera en flèche. » Mais aujourd'hui, on teste la qualité de l'eau avant d'installer une nouvelle pompe.

De Berne à Milan

(vuc) Le chef de la section médias et communication de la DDC, qui était aussi le responsable de la revue *Un seul monde*, a pris de nouvelles fonctions depuis le début du mois de juillet. Marco Cameroni, 55 ans, a en effet été nommé consul général à Milan. C'est en 1993 que M. Cameroni avait rejoint la DDC, après la démission du conseiller fédéral René Felber qui, trois ans auparavant, l'avait appelé au poste de chef de l'information du Département fédéral des affaires étrangères. Il avait été pendant 28 ans journaliste à la télévision de la Suisse italienne, dont 13 correspondant au Palais fédéral.

Mission à New Delhi

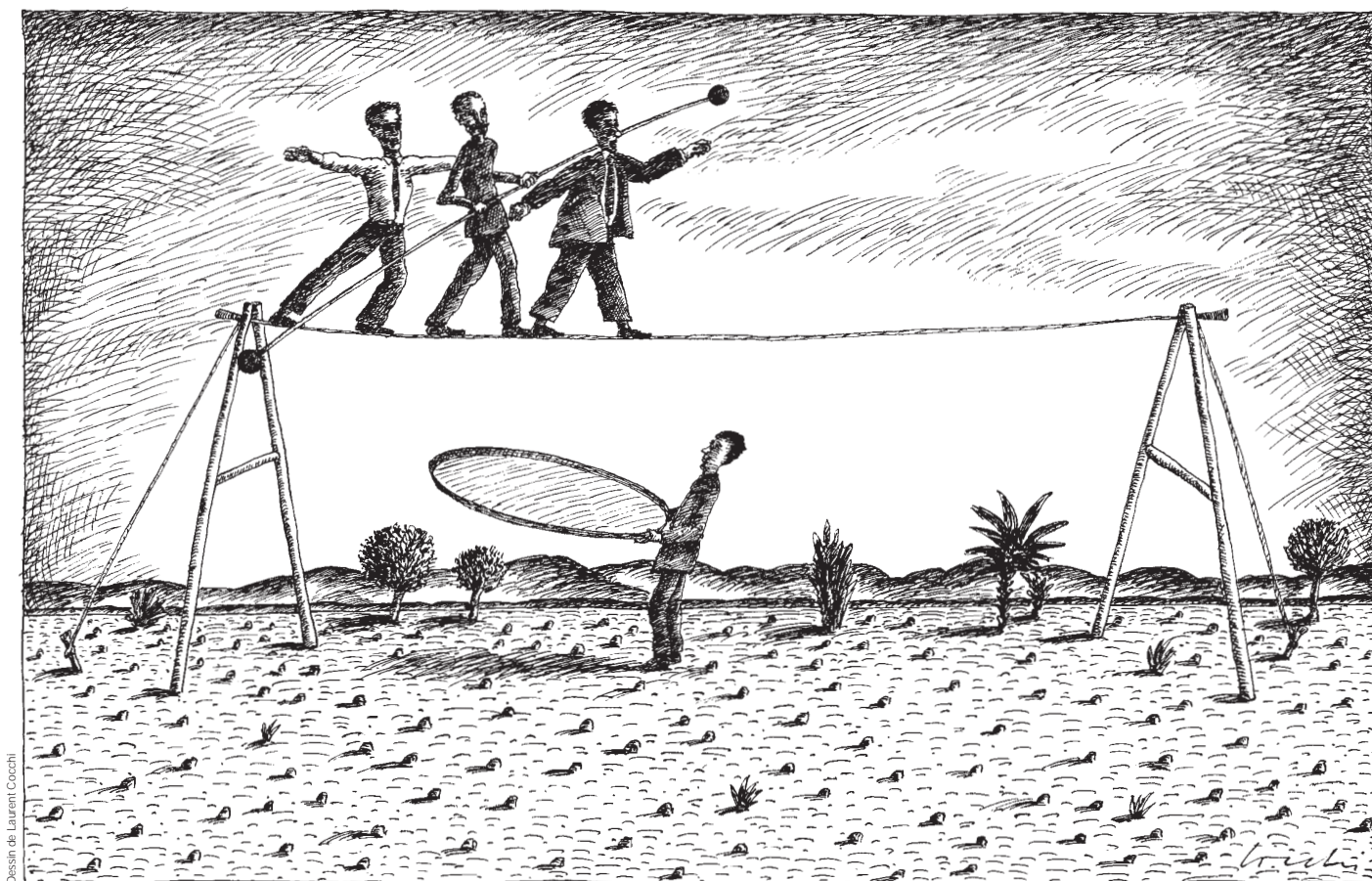
(bf) Rudolf Dannecker, vice-directeur de la DDC, quitte son bureau de Berne en août 1999 pour assumer jusqu'à fin avril 2000 la fonction de coordinateur régional pour le sous-continent indien à New Delhi. Il y dirigera le bureau de coordination et s'occupera des programmes menés par la DDC dans les pays de la région (Inde, Pakistan, Bangladesh, Népal et Bhoutan) ainsi que des questions de durabilité, d'efficacité et d'actions à entreprendre. Durant son absence, Jean-François Giovannini, directeur suppléant de la DDC, viendra renforcer le secteur de la coopération bilatérale au développement, dont il assurera la conduite opérationnelle avec Serge Chappatte et Dora Rapold.

Au fait, qu'est-ce que le backstopping ?

(bf) En anglais, « backstopp » signifie filet de sécurité ou barrière de retenue. Dans le domaine du développement, la notion de *backstopping* désigne les fonctions de conseil, de suivi et d'assistance destinées à garantir la cohérence et la continuité d'un projet ou d'un service sectoriel. Il est important que les mandats de *backstopping* soient assumés par des experts indépendants (ingénieurs, architectes, etc.), qui peuvent suivre un projet de l'extérieur sur de longues périodes. Le consultant examine le projet une ou deux fois par année, apporte des idées, commente les forces et les faiblesses, sans intervenir activement dans la réalisation. Il suit un certain nombre de questions opérationnelles et conceptuelles bien précises, qui ont été définies dès le début, comme par exemple la mise sur pied d'une documentation ou l'échange d'expériences. Il s'assure ainsi que le projet considéré ne perde pas son fil rouge.

22

23



Dessin de Laurent Cocchi

Le Sud prend des rides

L'espérance de vie progresse sur toute la planète. En 2025, les trois quarts de la population mondiale de plus de 65 ans vivront dans les pays actuellement en développement. Vieillesse et coopération au développement sont évoquées par Jacques Martin, responsable des ressources humaines à la DDC, et Peter Niggli, directeur de la Communauté de travail des œuvres d'entraide. Débat animé par Maria Roselli.



Jacques Martin



Peter Niggli



Its Krebs (8)

Un seul monde : L'ONU a fait de 1999 l'année de la vieillesse. Ce thème a-t-il sa raison d'être dans le contexte du développement ?

Peter Niggli : Les œuvres d'entraide suisses n'en ont jamais fait un sujet spécifique. Il y a tant d'autres difficultés et de misère qu'il semble presque un peu étrange de considérer la vieillesse comme un problème particulier des pays en développement.

Jacques Martin : C'est moins la durée d'une vie que sa qualité qui compte. Nous devons donc nous préoccuper de la qualité de vie des gens, au Sud comme au Nord. C'est cela qui est important. Faut-il s'obstiner à prolonger l'espérance de vie, dans nos pays et ailleurs, si l'on n'a pas les moyens d'offrir à chacun une place convenable dans la société ? Prendre soin des personnes âgées est l'une des responsabilités de la société. Dans ce sens, la DDC n'a pas de projets spécifiquement consacrés à la vieillesse. Mais à l'avenir, nos programmes seront encore plus axés sur la lutte contre la pauvreté et sur le développement social, d'où un apport indirect dans ce domaine également.

Niggli : Il faut aussi remarquer qu'en général, les programmes axés sur la santé ont également des effets bénéfiques pour les personnes âgées. Comme la Suisse poursuit une stratégie de développement qui consiste à s'occuper des catégories sociales les plus démunies, cela profite automatiquement au troisième âge.

Martin : Je ne suis pas tout à fait d'accord que cela soit automatique. L'accès à ces programmes n'est pas forcément assuré. Il faut informer les gens et surtout les rendre aptes à en bénéficier. Cela demande un travail supplémentaire.

Un seul monde : L'espérance de vie progresse sur toute la planète, y compris dans les pays en développement. Les démographes prévoient qu'en 2025,



Still Pictures



Keystone

les pays actuellement en développement abriteront environ trois quarts des êtres humains de plus de 65 ans. Ces pays sont-ils préparés à un pareil bouleversement de leurs structures démographiques ?

Martin : Les projections démographiques nous apprennent aussi qu'en Afrique, ce ne seront bientôt plus trois, mais quatre générations qui vivront sous le même toit. Les spécialistes, comme les planificateurs et les démographes, sont certainement conscients d'une telle évolution. En revanche, on peut douter que les médias et l'opinion publique soient informés de cette transformation démographique. Peut-être parce que la proportion de jeunes reste encore très forte et visible.

Un seul monde : Beaucoup de pays en développement connaissent un exode rural des jeunes, tandis que les vieux restent à la campagne. Il en résulte une désagrégation des familles traditionnelles, ce qui pourrait en fin de compte briser la solidarité.

Martin : Dans les villes, la situation socio-économique fait qu'on a de la peine à maintenir des struc-



Six milliards cette année

L'humanité franchit en 1999 la barre des six milliards d'individus et ce chiffre pourrait doubler d'ici la fin du siècle prochain.

Pourquoi cet essor ?

Aura-t-il un terme ?

Quel sera demain le visage de la population mondiale ?

Réalisée par le Musée de l'Homme de Paris et présentée par l'Office fédéral de la statistique ainsi que la DDC, l'exposition « 6 milliards d'Hommes » survole la Terre et le Temps pour décrire les mécanismes de l'évolution démographique.

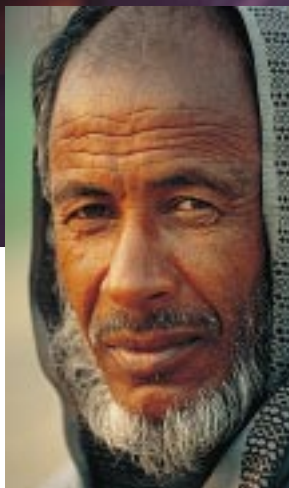
Espace public, Office fédéral de la statistique, Espace de l'Europe 10, 2010 Neuchâtel ;

du lundi au vendredi : 9 h - 17 h (entrée libre)

Still Pictures

tures familiales. Il est difficile de garder chez soi la grand-mère et l'arrière-grand-mère quand cinq à six personnes vivent déjà dans un logement d'une ou de deux pièces.

Niggli : Il faut accueillir avec prudence ces projections alarmistes qui se fondent sur l'hypothèse d'une croissance démographique linéaire. Il convient de les relativiser en remarquant que l'espérance de vie diminue en Afrique noire et en Inde, à cause du sida. Elle régresse même en Russie, en raison des conditions économiques misérables. Ce pourrait être aussi le cas en Chine, le jour où la dictature du parti s'effondrera. L'espérance de vie augmente surtout dans les pays nouvellement industrialisés.



Still Pictures



Still Pictures



Keystone

Un seul monde : Et ce sont justement les pays où la prévoyance vieillesse présente des lacunes. Serait-il judicieux de les inviter à faire davantage pour les personnes âgées ?

Niggli : Je suis convaincu que ces États devraient être amenés à taxer leurs forces économiques et leurs

24

25



Still Pictures



Keystone



OKAPIA

ressortissants fortunés, afin de financer un système de sécurité sociale. Mais cela demande des changements dans notre politique. Il ne faut pas oublier que ces vingt dernières années, le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale ont systématiquement élagué ou supprimé les budgets sociaux dans le cadre de leurs programmes d'ajustement structurel à l'économie libérale. Certains pays latino-américains avaient mis en place des assurances sociales rudimentaires dans les années 50, mais ces budgets ont tous été amputés. Il est urgent de changer la manière de gérer une crise financière. Aujourd'hui, même le FMI et la Banque mondiale l'admettent verbalement.

Mais la Suisse ferait preuve d'arrogance si elle prétendait dicter, à l'Indonésie par exemple, la manière de redistribuer les richesses. Un pays ne saurait exiger cela d'un autre État, alors que sa propre situation n'est pas exemplaire.

Niggli : C'est dans la logique d'un pays neutre. Mais les ONG entendent mettre en avant cet aspect. Nous encourageons ce type de revendications à l'égard d'États locaux. Quantité de projets des œuvres d'entraide suisses soutiennent aujourd'hui des syndicats, des organisations de paysans et de petites entreprises, pour leur donner les moyens d'exercer une certaine pression sur leur gouvernement.

Un seul monde : On entend aujourd'hui beaucoup de gens réclamer une réduction de la prévoyance vieillesse : cela ne paraît-il pas utopique de vouloir imposer quoi que ce soit dans ce domaine aux pays nouvellement industrialisés ?



Un seul monde : Où les pays en voie d'industrialisation trouveront-ils l'argent nécessaire ?

Niggli : La coopération internationale peut très bien en fournir une partie, par exemple sous forme d'opérations de désendettement. Mais le reste doit provenir des impôts. Il n'y a aucune raison pour que les riches de ces pays ne paient pas d'impôts sur le revenu ou qu'ils placent impunément leur argent dans des paradis de l'évasion fiscale, comme la Suisse.

Martin : La DDC n'est pas habilitée à intervenir dans la politique intérieure de ces pays. Nous pouvons cependant rechercher un dialogue, en mettant l'accent sur la démocratie. Dans ce sens, la démocratie signifie solidarité et égalité devant la loi. Les riches de ces pays devraient comprendre qu'aider les autres, par exemple en créant des emplois, est un bon investissement. Une redistribution est utile à tous : en améliorant l'éducation, la santé et les revenus, elle apporte aussi plus de sécurité. Il faut donc que les organisations de développement fassent de la vieillesse une question transversale, comme c'est déjà le cas pour le statut social des sexes.

Niggli : Une telle réduction suscite de fortes résistances, que nous soutenons. Toute cette discussion est liée à la profession de foi des années 90, selon laquelle moins l'État occupe de terrain, mieux nous nous porterons. La crise financière de ces deux dernières années a sérieusement ébranlé cette croyance. Ce n'est pas par hasard que le sommet économique de Davos a « redécouvert » le devoir social de l'entrepreneur. FMI et Banque mondiale encouragent aujourd'hui la mise en place de protections sociales dans les pays en développement, comme s'ils le faisaient depuis toujours. Mais il est encore très douteux que l'on soit disposé à financer de tels systèmes.

(De l'allemand)

À la belle étoile



Keystone



Erick Julia

Née à Bâle en 1936, la styliste **Christa de Carouge** – de son vrai nom Christa Furrer – a grandi à Zurich. À l'âge de 27 ans, elle s'est installée à Genève. En 1978, elle a lancé sa propre collection et ouvert sa première boutique à Carouge. Représentante active de l'antimode, elle s'inspire de la culture asiatique et de la philosophie zen. Ses vêtements, généralement noirs et amples, sont intemporels. Superposables et transformables, ils se prêtent à toutes sortes de combinaisons. Christa de Carouge a reçu plusieurs distinctions, dont le « Prix de l'artisanat de Genève » en 1995. Elle a réalisé les costumes de nombreuses troupes de danse et de théâtre.

Tandis que je suis ici devant un verre de vin rouge, de la viande séchée et un morceau de pain odorant, il m'arrive souvent de me remémorer ces deux semaines que j'ai passées au Tibet en février 1998, dans la cité monastique de Labrang, au nord-est de Xiahe (province de Ganzhou). Les fêtes de « Monlam » saluent la nouvelle année et le printemps. Je me trouve au milieu d'une multitude de tons rouges, des robes surmontées de 4000 têtes rasées à quelques millimètres. La moitié de ces moines vivent à Labrang en permanence. Les autres sont en visite pour les quatre jours de solennités. Ils viennent d'Inde, de Mongolie, de Chine et même de Corée.

Labrang accueille en outre quelque 50 000 visiteurs laïques : les familles des moines, des journalistes européens, chinois ou japonais, et nous, petits groupes venus d'Europe. La fête est inondée le jour par le soleil dans un ciel bleu acier et éclairée la nuit par la pleine lune sur fond de lapis-lazuli.

Le thermomètre se maintient tous les jours à moins 20 degrés. Autres badauds, des soldats chinois et la police prennent manifestement plaisir aux

virevoltes agiles des moines qui exécutent leurs magnifiques danses masquées au son d'instruments tibétains. Pour la fête, les moines ont sorti du monastère 600 mètres carrés de *tanka*, des peintures sur bannières en toile, qu'ils déroulent sur la colline voisine et contemplent le temps d'une brève prière. Mais ce qui m'étonne le plus, c'est notre paisible coudoisement en ce lieu de pèlerinage ; la spiritualité qui nous habite, Tibétains, Chinois, Européens ou Américains ; la longue attente de chaque cérémonie, assis sur des pierres poussiéreuses ; les regards interrogateurs de mes voisins ; et parfois une main sur mon manteau de soie matelassé ; la sensation d'une beauté surprenante. Bien sûr, je voue aussi tout mon intérêt aux vêtements des Tibétains, qui passent beaucoup de journées et de nuits dans la nature. Comme cette famille de nomades qui s'installe un beau matin devant l'enceinte du monastère, aménage un foyer et entasse des peaux de mouton pour se faire un nid tiède. Je reste tous les jours un moment près d'eux à observer leur vie simple et paisible, le partage d'un repas frugal

avec des pèlerins, les heures passées autour du feu qu'ils entretiennent jour et nuit.

Le manteau en peau de mouton devient garde-manger ou lit d'enfant : on s'attache un lé de tissu autour des hanches, on en relève l'extrémité devant soi pour former une poche garnie d'un molleton, où le bébé se sentira bien au chaud. Une perfection. Le même manteau, drapé ample, sert de cabine où on fait ses besoins en toute intimité, en l'absence d'installations sanitaires.

Je serais bien restée plus longtemps avec ces gens vivre la liberté. Et si je parle de liberté, c'est que chaque jour vécu ainsi a le pouvoir d'effacer les préoccupations quotidiennes et d'ouvrir la voie qui mène à la sérénité.

Om mani padme hum
(prière tibétaine)

(De l'allemand)

Le dessin animé est loin d'être étranger au « big business ». La Pologne est là pour le démontrer. Avant 1989, elle était un haut lieu du cinéma d'animation. Mais les nouvelles mœurs capitalistes ont eu raison de cette tradition. De Benedikt Eppenberger*.

Oncle Picsou dans les studios polonais

CULTURE

On est à la fin des années 50. Un rideau de fer coupe l'Europe en deux. À l'Est comme à l'Ouest, les gens ne savent pas trop ce qui se passe de l'autre côté. À la faveur d'un certain dégel politique en Pologne, quelques jeunes cinéastes d'animation se mettent à conquérir le monde avec des histoires surréalistes et poétiques. Non pas que cela fasse une concurrence féroce à Disney & Co., mais le public occidental goûte avec avidité ces petits bijoux qui sont la manifestation d'un nouvel individualisme artistique.

Comme leurs célèbres confrères réalisateurs de longs métrages – tels Andrzej Wajda, Roman Polanski ou Krzysztof Kieslowski – ces cinéastes des studios d'animation de Varsovie, de Cracovie, de Bielsko ou de Tuszyn profitent de leurs nouvelles libertés pour se faire remarquer par des œuvres enchanteresses et troublantes. Ils utilisent diverses techniques (dessins, marionnettes ou truquages). Ils camouflent parfois leur critique du système sous la façade innocente de charmants contes de fées. Mais le plus souvent, ils affirment

franchement leur répulsion à l'égard du parti, entrant ainsi en conflit ouvert avec les cerbères de la culture d'État, qui considèrent leurs chefs-d'œuvre comme « décadents et bourgeois ». L'Occident, de son côté, apprécie l'humour grinçant ou farfelu du cinéma d'animation polonais. Un certain nombre de cinéastes profitent alors de leur succès à l'étranger pour s'expatrier.

Walerian Borowczyk, l'enfant terrible de la branche, s'établit en France où il échauffe bientôt les esprits en réalisant des films érotiques pleins de fantaisie.

Le solitaire Piotr Kamler quitte aussi la Pologne, mais pour rester fidèle à sa vocation initiale : il s'installe à Paris et crée, à l'écart du cinéma commercial, des films d'animation expérimentaux qui ont aujourd'hui le statut de classiques.

Beaucoup d'autres préfèrent toutefois rester en Pologne, même après 1968, alors que les conditions de travail se sont dégradées. Witold Giersz, Piotr Dumala et Jerzy Kucia sont de ceux qui continuent de faire tourner les caméras des studios d'État.

Razzia fatale

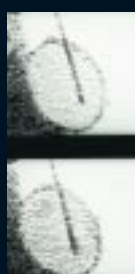
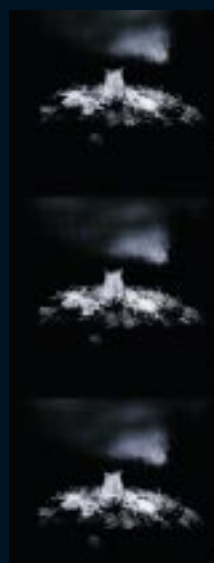
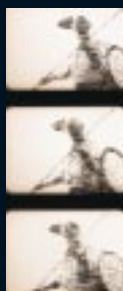
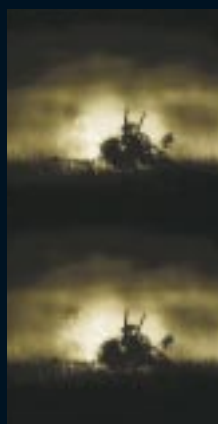
Lorsque le communisme s'effondre, en 1989, les ateliers protégés par l'État sont brutalement tirés de leur rêve d'animation cinématographique. Les auteurs, les dessinateurs, les réalisateurs et les cameramen tremblent pour leur emploi, jusque-là assuré. Myriam Prongué, ex-responsable de l'antenne Pro Helvetia à Cracovie et coinitiatrice de l'atelier de dessins animés de cette ville, se souvient de cette période : « L'État a subitement coupé les vivres aux studios de cinéma d'animation de Varsovie, Tuszyn, Bielsko et Cracovie. Ces studios se sont alors rabattus sur les films publicitaires et les séries télévisées bon marché, ce qui a entraîné la suppression de quantité d'emplois. Il fallait du commercial. On n'engageait que des gens disposés à s'adapter aux nouvelles conditions. »

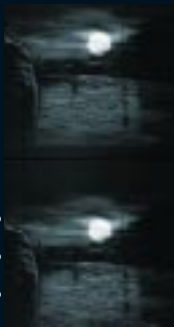
Après cette razzia, seul un nombre infime de cinéastes d'animation peuvent encore vivre de leur métier. Les anciens studios d'État de Cracovie sont livrés au pillage : on verra resurgir plus tard dans des studios privés d'anciennes caméras provenant de la masse en faillite.

Quelques artistes connus vivent encore un certain temps de leur renommée, mais le prix d'un film est devenu rapidement inabordable pour eux aussi. Il n'est plus question de production artistique.

Un autre obstacle, relevé par Myriam Prongué : « À de rares exceptions près, les anciens employés d'État ne possédaient pas le savoir-faire économique nécessaire pour se construire une nouvelle existence. »

Beaucoup d'entre eux ont renoncé et changé de métier. Autrefois si créatif, le dessin animé polonais a sombré durant la privatisation, emportant des trésors de connaissances, de spécialités et de talents individuels. La maigre relève, issue des écoles rescapées, n'a pas trouvé d'emploi. Les contacts avec des festivals internationaux et des producteurs étrangers ont été coupés. La Pologne a provisoirement disparu de la scène du cinéma d'animation.





Zbigniew Bielewka

Sortir de l'impasse

Fin 1995, le réalisateur Jerzy Kucia, qui dirige le département de cinéma d'animation à l'Académie des beaux-arts de Cracovie, a lancé le débat sur la manière de sortir de cette impasse. « On s'est rapidement entendu sur le principe d'organiser deux fois par an un atelier international à Cracovie, afin de réaliser des échanges », raconte Myriam Prongué.

D'emblée, il a été convenu que les participants travailleront durant les deux semaines de l'atelier sous la direction d'une personnalité connue du métier. « Cette présence internationale doit redorer le blason de Cracovie pour le cinéma d'animation. Il s'agit de donner à des artistes de l'Est et de l'Ouest l'occasion d'établir des contacts et d'acquérir la confiance en eux dont ils ont besoin. »

Nombre de films entrepris au cours des six ateliers déjà réalisés ont été sélectionnés pour des festivals internationaux. Ce sont pour la plupart des œuvres originales, qui portent la griffe de leurs auteurs et ne correspondent pas vraiment au goût du public pour les grosses productions

standardisées. Cependant, la génération des cinéastes actuels se montre suffisamment réaliste pour s'intéresser aux offres de la télévision ou des grands studios, et s'imposer sur le plan commercial. Autrefois, on aurait parlé de « perte ». Aujourd'hui, on peut supposer que seul survivra l'esprit qui a fait du film d'animation une authentique forme d'art, il y a une quarantaine d'années de cela.

(De l'allemand)

** Benedikt Eppenberger est journaliste spécialisé dans le cinéma.*

Des millions à la clé

La réalisation d'un film d'animation recourt à des techniques très diverses, telles que dessins, marionnettes ou production d'images numériques. Autrefois traités avec condescendance, les dessins animés sont aujourd'hui une partie importante de l'industrie du divertissement et ils rapportent des millions. Actuellement, les films d'auteurs se réalisent pour la plupart en coproduction avec des chaînes de télévision qui leur offrent – à côté des festivals internationaux – un créneau dans certains programmes particuliers.

Soutien helvétique

Des jeunes talents du monde entier se sont inscrits en 1996 au premier atelier du cinéma d'animation organisé à Cracovie. Les cinq éditions suivantes ont pu se réaliser grâce à Pro Helvetia. Avec le soutien financier du programme de la DDC pour la coopération avec l'Europe centrale et orientale, cette fondation a aidé à organiser les ateliers et procuré aux cinéastes leur principal outil : une nouvelle caméra d'animation.



Une amazone qui zappe
(gnt) Zap Mama avait surpris le monde musical en 1992, mais ce trio vocal s'est dissous avec fracas il y a trois ans. Ayant conservé les droits sur le nom du groupe, la belle Afro-Belge Marie Daulne a rassemblé une nouvelle équipe sous sa férule artistique. Son inspiration, qu'elle tire de toutes les musiques du monde, est loin d'être tarie. Dans son nouveau CD *A ma zone*, on est aussi déboussolé par la brochette de musiciens célèbres (pas seulement des amazones) que par cette façon de «zapper» du *drum 'n' bass* aux rythmes africains, en passant par des parties vocales (toutes féminines) qui font penser parfois à Björk, parfois à du *soul*, parfois aux pygmées. On ne saurait mieux mettre en musique la multiculturalité européenne. Mais une telle abondance est difficile à digérer.

Zap Mama: «A ma zone»
(Virgin/Polygram)

Des vétérans donnent le ton

(gnt) Musiciens de studio et producteurs, Sly and Robbie forment un duo qui a beaucoup contribué à la diffusion du *reggae* dans la Jamaïque des années 80. Aujourd'hui, ils sortent brusquement de l'oubli avec une musique étonnamment actuelle, qui donne un nouvel élan au *drum 'n' bass* très prisé en Angleterre. Ce genre est réduit à sa plus simple expression, d'où le titre du CD, *Stripped to the Bone*, produit par le New Yorkais Howie B. Il se



caractérise par des collages sonores, hypnotiques, extrêmement dépouillés et pourtant fascinants, partant de *dub-reggae*, de *salsa* et de *funk*, pour aboutir à des motifs quasi sériels. Métamorphoses d'une musique et d'une culture du Sud que Bob Marley avait fait connaître dans le monde entier. *Sly and Robbie: «Drum and Bass Stripped to the Bone by Howie B»* (Palm Pictures/cod-tuxedo)

Artistes du Sud en Suisse

Internet (gnt) www.coordinarte.ch est l'adresse Internet d'un nouveau service d'information sur les manifestations accueillant en Suisse des artistes africains, asiatiques et latino-américains. Lancé et soutenu par la DDC, Coordinarte est réalisé par l'organisation «Culture et développement». Il fournit aux médias, aux organisateurs et au public une quantité de renseignements sur des artistes et des projets culturels. Bientôt, cette plate-forme proposera également des liens avec des organisations apparentées en Suisse et à l'étranger. Des informations encore plus détaillées se trouvent dans la version imprimée de Coordinarte, un bulletin dont l'abonnement coûte 30 francs. **Renseignements:** *Culture et Développement*, Berne, tél. 031 311 62 60, e-mail: culture@bluewin.ch

La Suisse et les autochtones

(bf) La planète compte environ 300 millions d'indigènes, répartis dans plus de 70 pays, selon des

estimations. Leurs 5000 communautés culturelles représentent plus de 90 pour cent de la diversité humaine. La Suisse est favorable à une meilleure reconnaissance de leurs droits, comme en témoignent son engagement en faveur des droits de l'homme, de la démocratie et de l'État de droit, ainsi que ses préoccupations concernant la sauvegarde de l'environnement naturel. Elle considère que la survie des peuples autochtones est liée au mode de vie, aux traditions et aux activités héritées du passé. Cette diversité profite en même temps à l'humanité entière.

Une nouvelle brochure de la DDC décrit en détail ce que réalise la Suisse dans ce domaine. Elle existe en français, en allemand, en anglais et en espagnol. *«L'action de la Suisse pour les peuples autochtones» peut être obtenue gratuitement auprès de la DDC, secrétariat Politique et Recherche, tél. 031 322 35 75*

Films

Enfants de la rue au Burundi

(bf) *Le Métis* est un film qui jette un regard dépourvu de sensationnalisme, mais pénétrant, sur la vie quotidienne d'enfants de la rue à Bujumbura, la capitale du Burundi: des repas frugaux, des petits métiers, des vols aussi. Ils jouent. Ils tuent le temps. La bande est dirigée par Eric, 14 ans, dont les parents ont été victimes de la guerre entre Hutus et Tutsis. Du fait qu'il est métis, Eric se sent à l'aise avec les uns et les autres, ce qui lui permet de protéger ses amis au besoin. Cela fait de lui un symbole de la paix. *Joseph Bitamba: «Le Métis», France 1996. Film documentaire, vidéo VHS, 28 minutes.*
Distribution/vente: Cinédia, tél. 026 426 34 30, e-mail: cinedia@mail-com.net
Éducation et Développement, tél. 021 612 00 81, e-mail: info@lausanne.globaleducation.ch



Thèmes Nord-Sud à l'école (gnt) La Fondation Éducation et Développement se porte très bien après une première année d'existence : sa vocation est de promouvoir l'enseignement global à l'école et de servir de trait d'union entre le corps enseignant, les cantons, la Confédération et les organisations non gouvernementales. Elle possède des centres à Berne, Lausanne, Lugano et Zurich.

Cette organisation vient de sortir un *Catalogue de matériel pédagogique* destiné au prêt et à la vente. Les matières sont classées par régions et pays, ainsi que selon les grands thèmes de l'enseignement global, ce qui en facilite la consultation : relations Nord-Sud, coopération, droits de l'homme, droits de l'enfant, développement durable, migration et éducation inter-culturelle. Un outil indispensable pour les enseignants qui souhaitent introduire des thèmes globaux dans leurs cours.

Fondation Éducation et Développement, Avenue de Cour 1, C.P. 164, 1000 Lausanne 13, e-mail : fed@lausanne.globaleducation.ch

Fatou, bonne à tout faire (gnt/ma) Il y a dans le monde plus de 250 millions d'enfants obligés de travailler pour survivre ou pour nourrir leur famille. Les plus jeunes n'ont que cinq ans. Beaucoup travaillent en cachette, car c'est interdit. Souvent, les filles sont engagées par des familles aisées pour effectuer les tâches ménagères. C'est le cas de Fatou, une petite Sénégalaise. Un

dépliant didactique raconte son histoire et invite les écoliers à une réflexion sur le travail des enfants et sur leurs droits. Cette production de la Communauté de travail des œuvres d'entraide est accompagnée d'une notice pour l'enseignant et d'une série de posters.

Fondation Éducation et Développement, Avenue de Cour 1, C.P. 164, 1000 Lausanne 13, e-mail : fed@lausanne.globaleducation.ch

Formation continue à l'EPFZ

L'École polytechnique fédérale de Zurich organise les cours suivants de préparation au diplôme postgrade pour les pays en développement (NADEL) : 1.11. – 5.11.

Conduite de programmes et de projets de développement : les fonctions de monitoring et de controlling 8.11. – 10.11.

Etudes empiriques sur les conditions sociales dans les pays en développement 15.11. – 18.11.

Organisations non gouvernementales dans la coopération au développement 29.11. – 2.12.

Corruption et contrôle de la corruption dans les pays en développement

Renseignements et inscriptions : secrétariat du NADEL, Centre EPFZ, 8092 Zurich, tél. 01 632 42 40

Délai d'inscription : un mois avant le début du cours

Sédentarisés par la faim

(jls) Les sécheresses aiguës des années 1968 à 1985 ont particulièrement affecté les pasteurs nomades de la zone saharo-sahélienne. Leurs troupeaux ont été décimés et la famine les a poussés vers la périphérie des villes, où ils ont été contraints de se sédentariser. Leur subsistance dépend

largement de l'aide internationale. Chercheur associé à l'Institut universitaire d'études du développement (IUED), à Genève, François Piguet a étudié l'impact de cette aide alimentaire sur le tissu économique local. Il en relève certains effets pervers, comme la chute de la production locale, l'abandon de pratiques traditionnelles et une dépendance, notamment liée aux changements d'habitudes alimentaires.

François Piguet : « Des nomades entre la ville et les sables – La sédentarisation dans la Corne de l'Afrique » (Karthala – IUED)

Courrier des lecteurs

Les limites de la participation

Le numéro 1/1999 de *Un seul monde* pose la question de savoir ce qu'est en fait la participation et il définit ce principe fondamental du développement. Chacun des éléments évoqués a son importance. Mais le texte ne mentionne pas une condition fondamentale : l'apport de ressources par le partenaire bénéficiaire. Sans cet apport, celui-ci participe aux opérations d'étude et de mise en œuvre sans véritable intérêt. Une autre lacune est que l'on ne précise pas les limites de cette notion.

Il existe des processus de développement non participatifs, aussi bien chez les partenaires que du côté des organisations de développement. Il faut le dire ouvertement et non, comme c'est trop souvent le cas, voiler cette situation en parlant de « structures participatives ». *Urs Egger, directeur de Swisscontact*

Repartir de zéro

Tous mes compliments pour la présentation, les photos et l'intérêt de vos sujets dans le numéro 1/1999, en particulier pour les articles consacrés au Kirghizistan. Beaucoup de Kirghizes rêvent actuellement – c'est peut-être un mirage qui les motive – de travailler un jour dans le tourisme. D'ailleurs, un certain nombre le font déjà. Altnay Abdieva est à cet égard une porte-parole rafraîchissante de la jeune génération qui veut aller de l'avant. Malheureusement, ceux qui ont l'ambition de faire bouger les choses sont trop souvent bloqués par des esprits rétrogrades hérités de l'ère soviétique (...) Le dénouement de l'expédition sur la route de la soie me paraît tout à fait symptomatique du sort réservé aux gens entrepreneurs de ce pays. Mais une aussi bonne idée mérite qu'on fasse une deuxième tentative. Au Kirghizistan, on a l'habitude de repartir de zéro. *Max Haberstroh, conseiller touristique mandaté par la société allemande de coopération technique (GTZ)*

Annuaire



Rencontre masquée

Ils ne sont pas censés se manifester ailleurs que chez eux : ni les masques rituels du peuple bwaba au Burkina Faso, ni les *Schuppel* (groupes) appenzellois de la région d'Urnäsch, qui portent des masques à chevelure d'herbes et fêtent le Nouvel-An dans les fermes en chantant de magnifiques *Zäuerli* (chœurs traditionnels). Et pourtant sept «sauvages» d'Appenzell ont rencontré les masques burkinabé, à la fois si semblables et si différents, au Festival panafricain du film de Ouagadougou, grâce à une action commune du DFAE, de Pro Helvetia et de la DDC. L'Institut universitaire d'études du développement (IUED), à Genève, et un ethnologue burkinabé ont rassemblé du matériel qui permet de comparer ces deux traditions populaires et leurs fonctions. Cette documentation sur les masques bwaba

et les *Schuppel* appenzellois fait l'objet d'une exposition que l'on pourra visiter cet été à Urnäsch.

Urnäsch,
Musée des coutumes appenzelloises,
à partir du 15 août

Double anniversaire

La Fondation suisse pour la culture Pro Helvetia fête ses 60 ans et l'apartheid a été aboli il y a cinq ans en Afrique du Sud. Pour marquer ce double anniversaire, et compte tenu de la vogue actuelle des langages visuels, Pro Helvetia organise une exposition intitulée «towards/transit» ainsi qu'une conférence. Plusieurs artistes sud-africains y présenteront des installations, des photos et des performances. Le tout sera également accessible sur Internet (www.towards-transit.net). Ainsi, chacun pourra participer, où qu'il soit dans le monde. L'exposition ne se limitera pas aux milieux culturels zurichois, européens et sud-africains. Zurich, Salle bleue du Löwenbräu et Galerie Serge Ziegler, du 27 août au 25 septembre

Une star à Morges

La Fête de la solidarité à Lausanne présentera le travail de 25 organisations non gouvernementales (ONG) vaudoises; il y aura aussi des films et des

tables rondes. Le clou de la manifestation sera une star de la *world music* sur la scène du Théâtre de Beausobre. Morges, Théâtre de Beausobre, 3 et 4 septembre

Bazar et musique

«Intégration» est le nom du festival culturel africain qui se déroulera durant trois jours à Zurich. À côté des Africains, il rassemblera également des Suisses, des immigrés et des réfugiés, venus faire de la musique, manger ensemble, vendre leurs produits et causer. L'Helvetiaplatz se transformera en un bazar du monde avec d'innombrables stands et un programme musical, qui prévoit des jam sessions et des distractions pour les enfants. Quelques temps forts au Volkshaus: le groupe sénégalais ACAO chauffera l'ambiance avec du *rap* et du *hip hop*, le Bernois Stiller Has chantera son coin de terre, et pendant une nuit cubaine, Toni Martinez et ses quinze musiciens feront battre les cœurs et rouler les hanches. Zurich, Helvetiaplatz et Volkshaus, du 3 au 5 septembre

Suisse-Afrique

Le symposium «Suisse-Afrique: aspects politiques et socio-économiques» est organisé conjointement par le Centre

des relations internationales de l'EPFZ, la Société suisse d'études africaines et l'Association suisse de politique étrangère. Il sera ouvert par une allocution de l'ambassadeur Walter Fust, directeur de la DDC.

Zurich, École polytechnique fédérale, bâtiment principal, Rämistrasse 101, 10 et 11 septembre

Les cours du cinfo

Le Centre d'information, de conseil et de formation pour les professions de la coopération internationale et de l'aide humanitaire (cinfo), organise différents cours: «Journée d'information destinée aux professionnels de la coopération internationale et de l'aide humanitaire, ainsi qu'aux personnes qui les accompagnent» (21 octobre) «Coopération internationale et aide humanitaire – offre et demande» (6 novembre en français et 20 novembre en allemand) Renseignements: www.cinfo.ch ou secrétariat du cinfo, à Bienne: tél. 032 365 80 02

La Suisse et le monde, revue du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), traite de sujets actuels de la politique étrangère suisse. Elle paraît cinq fois par année, en français, en allemand et en italien.

Son numéro double (4/5), qui sortira fin octobre, aura pour thème «La Suisse à Bruxelles». Le numéro 3, paru à la mi-juin, était consacré au 50^e anniversaire des Conventions de Genève.

Des abonnements peuvent être commandés gratuitement à l'adresse suivante: «La Suisse et le monde» c/o Schaer Thun AG Industriestrasse 12 3661 Uetendorf

32

33

Impressum:

«Un seul monde» paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien.

Editeur:

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)



Comité de rédaction:

Marco Camerini (responsable) Catherine Vuffray (vuc) Sarah Grosjean (gis) Andreas Stuber (sbs) Reinhard Voegelé (vor) Stefan Kaspar (kst) Gabriella Spiri (sgb) Beat Felber (bf)

Collaboration rédactionnelle:

Beat Felber (bf-production) Gabriela Neuhaus (gn) Maria Roselli (mr) Jane-Lise Schneeberger (jls)

Graphisme:

Laurent Cocchi, Lausanne

Photolithographie:

City Comp SA, Morges

Impression:

Vogt-Schild / Habegger AG, Soleure

Reproduction:

Une reproduction partielle ou intégrale peut être faite, avec mention de la source. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

Abonnements:

Le magazine peut être obtenu gratuitement auprès de: DDC, Section médias et communication, 3003 Berne, Tél. 031 322 34 40 Fax 031 324 13 48 E-mail: info@ddc.admin.ch 39785

Couverture:

Laurent Cocchi

Internet: www.sdc-gov.ch

«Un seul monde»

Coupon de commande et de changement d'adresse

● Je voudrais m'abonner à «Un seul monde». Le magazine de la DDC paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien. Il est gratuit.
Je voudrais recevoir ex. en français, ex. en allemand, ex. en italien.

● Je voudrais recevoir gratuitement des exemplaires supplémentaires du numéro 3/1999 de «Un seul monde»: exemplaire(s) en français, exemplaire(s) en allemand, exemplaire(s) en italien.

● J'ai changé d'adresse

Nom et prénom :

Éventuellement institution, organisation :

Adresse (en majuscules) :

N° postal, localité :

En cas de **changement d'adresse**, prière de joindre l'étiquette comportant l'ancienne adresse.

Retourner le coupon à : DDC/DFAE, Section médias et communication, 3003 Berne.

